

Le Tribunal

socialiste



renvoyé le
lement est
lèse-Présid

cette m
de con
trad
ai

**LA POLICE
AU SERVICE
DU
PEUPLE ?**

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Michel
Camouis - Irène Charamande - Fran-
çoise Claire - René Lanarche - Yves
Le Foll - Daniel Lenègre - Michel
Rocard.

Photos : A.F.P. (6 - 9). Christian Rausch/
Fotolib (6 - 7). D.R. (6 - 8 - 12).

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



« Depuis le début du conflit (Lip), le Pouvoir, représenté par M. Giraud, n'a pas varié dans ses positions, refusant de satisfaire les légitimes revendications des Lip, notamment en ce qui concerne le réembauchage de tous les travailleurs dans l'entreprise, et le maintien des avantages acquis. Le Gouvernement sait que la lutte des Lip représente un grand espoir pour l'ensemble de la classe ouvrière. Aussi, ne voulant à aucun prix que cette lutte soit victorieuse, il ne sait y répondre que par la répression et la violence... »

Ce texte n'émane ni du PSU, ni de la section CFDT de Lip. Il est extrait d'une motion sur le conflit Lip voté par des policiers : ceux de la Fédération CFDT de la police nationale qui vient de tenir son congrès fédéral.

Il prouve, comme les différentes déclarations de ce même congrès, que toute une fraction de la police ne se contente pas seulement d'exprimer un « malaise » et des revendications corporatistes face à la politique gouvernementale : c'est toute une corporation sur la nature même de la police, sur sa fonction sociale et politique qui commence à être prise en charge à l'initiative des policiers de la CFDT.

■ Cette réflexion est d'une importance considérable.

Pour la période actuelle d'abord, si nous voulons nous opposer beaucoup plus efficacement que dans le passé aux manœuvres de Marcellin. Mais elle est également capitale pour avancer sur l'un des points majeurs de notre débat au Conseil National. Le problème de la prise du Pouvoir et de la transition au socialisme. Le Chili est là pour nous prouver l'urgence dramatique d'une prise de conscience du mouvement ouvrier sur les problèmes de l'armée et de la police. Or, il faut bien reconnaître que toutes les tendances du mouvement ouvrier restent désarmées (dans tous les sens du terme) par rapport à ce problème. Nous savons certes qu'une simple « démocratisation » des appareils répressifs telles que la conçoivent le Parti Communiste et le Parti Socialiste risque de nous conduire au suicide. Mais admettons aussi que ce n'est pas en se réfugiant derrière les formules toutes faites de l'« armement des travailleurs », des « milices populaires » ou de « l'armée du peuple » que nous résoudrons le problème.

Le mouvement ouvrier connaît une faiblesse dramatique sur le plan politique mais aussi technique en ce domaine. Il est intéressant de rappeler que lors de la révolution d'Octobre, complètement mythifiée sous différentes formes ensuite, le mérite de Lénine fut précisément d'accorder une priorité à des problèmes jugés alors fort prosaïques par l'organisation armée du parti bolchevik : les ponts, les communications, les moyens d'information, etc.

On a bien vu au Chili que même si tous les travailleurs s'étaient trouvés armés dans leurs entreprises et les cordons industriels, il n'en restait pas moins que le problème était de pouvoir réagir de façon centrale, dans les premières heures du coup d'Etat, et avec des moyens adaptés aux forces armées en présence pour pouvoir ensuite développer l'affrontement à un autre niveau.

C'est dire que la prise en charge de ces problèmes par le PSU comme par l'ensemble des forces du mouvement ouvrier (commencée ici modestement cette double page sur la police) n'est pas un luxe !

trois mo...
"IL" > von...
ments C

Thé... pas un luxe non plus que de s'éc... ger comme le fait aujourd'hui le PSU sur les formes concrètes de la prise du pouvoir. Il est significatif que ce parti, qui a souvent éludé les problèmes proprement politiques au nom des « luttes sociales », commence justement à les poser de façon concrète lorsque son intervention dans les combats des travailleurs devient infiniment plus efficace et convaincante.

Il ne s'agit certes pas de vouloir, par volontarisme, marcher plus vite que nous le pouvons. Les grandes orientations politiques du Parti que rappelle Michel Rocard dans son éditorial nécessiteront un temps d'expérimentation et de débat qui dépasse de beaucoup le seul Conseil National. L'important est de se déterminer sur une orientation politique claire, mais de savoir aussi prendre les moyens et les temps nécessaires pour réaliser cette politique.

■ Nous savons bien en effet que la transformation profonde du mouvement ouvrier et de ses organisations

passera par des étapes d'avancées et de reculs, d'unité et de rupture.

Lip en apporte une fois de plus la preuve.

La CGT, après avoir accepté de renouer l'unité syndicale tente aujourd'hui de la remettre en cause, en niant par exemple tout l'acquis de la démocratie ouvrière qui s'est développée au cours du conflit. Ce n'est pas par des polémiques de bas étage en parlant par exemple du « dénommé Piaget » que nos camarades de la CGT feront avancer l'unité qu'ils réclament tant. C'est par la confrontation loyale des divergences et des convergences qui traversent l'ensemble des travailleurs.

Telle est en tout cas la politique du PSU, conscient de la nécessaire unité des forces populaires face au patronat et au régime, mais également de son caractère nécessairement conflictuel tant qu'une grande partie des organisations syndicales et politiques n'accepteront pas clairement les conséquences d'une stratégie d'unité ouvrière et populaire.

■ Les problèmes de la lutte anti-impérialiste restent également prioritaires dans la période actuelle. Au Chili, bien sûr, et toujours au Proche-Orient, pour éviter que des accords ne se réalisent une fois de plus sur le dos de la Résistance Palestinienne. Mais aussi comme le rappellent Daniel Lenègre et René Lanarche (p. 10-11) dans d'autres pays comme l'Uruguay ou la Guinée Bissau.

■ Parler de toutes ces luttes et dégager leur signification politique est bien sûr presque dérisoire en douze pages. Nous avons chaque semaine de quoi faire un journal de 20 à 24 pages. Inutile de dire que les camarades qui ne voient pas leurs articles publiés, ou qui les voient réduits en notes râlent drôlement. Et nous avec eux...

Il n'empêche que les problèmes financiers du PSU qui se reportent principalement sur TS ne seront pas réglés par incantations. La campagne d'abonnements à 40 F que nous avons lancée commence à porter ses fruits. Mais nous restons toujours dans l'insécurité sur la parution prochaine du journal. Ce n'est donc pas le moment de relâcher l'effort, mais de mettre les bouchées doubles !

Gérard FERAN ■

ABONNEMENTS

Pour un an

Promotion : 40 F (valable 3 mois)

Normal : 60 F

Soutien : 100 F

Adressez votre abonnement à « TRIBUNE SOCIALISTE » - Administration - 9, rue Borromée, 75015 PARIS - C.C.P. Paris 5826-65.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

Calendrier politique

● 11 novembre à Paris, 36, boulevard Barbès (M^o Château-Rouge) : Meeting Lip, film-débat avec des travailleurs de Lip.

● du 13 au 17 novembre à Paris, 44, rue de Rennes : exposition-vente organisée par « Viva Chile » au profit de la Résistance chilienne et des victimes de la répression militaire.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précieuse afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)

M.

Adresse

Mode de paiement

• à propos de la CNE

1 - Evoquant le débat qui a eu lieu sur la proposition de Pacte d'unité populaire faite au parti par son bureau national, Jacques Ferlus a écrit (TS du 31-10) :

« D'autres [camarades] Lyonnais pour la plupart faisaient abstraction du projet autogestionnaire adopté l'année dernière, déclaraient que ce qui est important, c'est d'être dans chaque lutte et d'y avoir des positions remettant en cause le type de pouvoir concerné et là, on essaie de réaliser l'unité la plus large... L'ennui est que cela ne règle pas son sort à la stratégie du Programme Communiste rejeté par le PSU mais qui, faute d'autre chose, bénéficie ou bénéficiera à nouveau des faveurs populaires (...) ».

Ce faisant, Jacques Ferlus émet trois inexactitudes :

1) Le vote sur le texte CRE (Paris) amendé par le Rhône a fait environ 25% des délégués, soit une représentativité qui est pratiquement du double des seuls « Lyonnais ».

2) Il n'y a pas eu de débat sur le projet autogestionnaire, les textes le prouvent. C'est Robert Chaupuis qui a, au cours de son intervention « attaqué » la fédération du Rhône à ce sujet.

3) Jacques Ferlus laisse entendre par un commentaire qui n'a pas sa place ici, que le texte Rhône (en fait, c'est celui du courant « vers le communisme ») n'avance aucune stratégie en matière d'alliance tactique avec le réformisme. C'est inexact, la lecture du texte, comme celle de la contribution préparative du Conseil, le prouve. Dans le texte discuté à Besançon on peut lire : « Le PSU et le mouvement révolutionnaire n'ont rien à gagner dans des alliances au sommet. Mais le PSU, avec sa stratégie nécessairement autonome a des propositions à y faire, y compris des propositions nationales (...) ». Le texte développe cette idée à partir de l'exemple chilien.

Il - Au paragraphe suivant, Jacques Ferlus affirme encore, ce qui est contestable :

« Finalement, l'utilité de ce pacte [d'unité populaire] a été reconnue. C'est le Conseil national du mois de novembre qui en décidera le contenu ».

1) Le texte présenté par les camarades de Besançon qui a recueilli environ 40% des votes parle d'un accord d'unité d'action qui, d'ailleurs n'a pas été expliqué à la tribune. Si l'on ajoute à ces

40% les 25% du texte Rhône (VLC), on arrive à 65%. Cela fait une majorité, certes confuse, probablement contradictoire. Tout cela pour dire qu'il n'est pas possible d'affirmer ce qu'affirme Jacques Ferlus.

2) Pour le PSU et Jacques Ferlus le sait comme moi, la stratégie d'unité populaire, amplifiant celle du contrôle ouvrier, n'est pas une formule pour gouverner mais une formule pour gouverner cette dissociation entre la forme et le fond, entre le contenant et le contenu ?

Michel CAMOUIS ■

L'article de Michel Camouis est en fait un texte de débat politique. Je n'ai ni la place ni le désir de le mener ici où ce n'est d'ailleurs pas le lieu. Ce sera l'objet du Conseil national. Je ferai simplement remarquer à Michel qu'il est un peu gros d'affirmer que le problème de l'autogestion n'a été abordé que par R. Chaupuis. La plupart des textes de la CNE font directement référence à la perspective autogestionnaire. Libre à Michel Camouis de ne pas s'en apercevoir !

J.F. ■

question d'actualité

Prendre le pouvoir est difficile ! Depuis un bon siècle les forces socialistes françaises ont largement échoué devant cette difficulté, incapables qu'elles ont été aussi bien de parvenir au pouvoir que de l'utiliser efficacement dans les cas où elles y ont eu temporairement accès. La prise du pouvoir c'est un peu le vieux rêve apparemment inaccessible de tous les socialistes.

Et pourtant la réalité montre que s'il y a des cas où l'arrivée au pouvoir des forces socialistes suppose un combat extrêmement long, une offensive puissante, une très grande ténacité et de fortes capacités stratégiques, comme ce fut le cas pour la naissance du pouvoir socialiste de Yougoslavie ou de Chine, il est d'autres cas où les forces socialistes sont puissamment aidées par la désagrégation interne du pouvoir qui les a précédées. Les victoires des Bolchevicks en 1917 et de Fidel Castro à Cuba en 1960 doivent beaucoup à ces phénomènes de dégénérescence d'une société tout entière.

contradictions

De la même manière la gauche a été portée vers le pouvoir par la voie électorale en France en 1936 largement autant par les erreurs et les contradictions, les hésitations des gouvernements réactionnaires de 1934-1935 que par la puissance de sa propre offensive.

Il faut aujourd'hui se demander si nous ne sommes pas devant une situation analogue. Le Président de la République, élu d'extrême justice on s'en souvient, a cherché de diverses manières à renforcer son autorité ; il a échoué aussi bien avec le Referendum sur l'Europe qu'avec la réduction du mandat parlementaire de 7 à 5 ans. Il avait pourtant eu la prudence de poser, dans l'un et l'autre cas, des questions relativement peu importantes, sans aucun rapport avec la réalité des conflits sociaux qui traversent la France d'aujourd'hui. Affaibli par les camouflés qu'il a reçus le Gouvernement est impuissant aussi bien à endiguer la vague corporatiste qui déferle dans le monde commerçant, qu'à choisir une solution et à s'y tenir dans l'affaire Lip : il est tout aussi incapable de réaliser une véritable restructuration industrielle que d'employer la manière forte pour faire disparaître le problème.

Les contradictions sont partout : Pompidou a couvert pendant 3 ans la tentative de Nouvelle Société incarnée par Chaban-Delmas ; il est en train de couvrir avec la même tranquillité la destruction méthodique de tout ce que représentait cette tentative mort-née. Il avait choisi un président de l'O.R.T.F. en donnant la plus grande solennité au changement de titre, de Directeur-général à Président, au choix du personnage et à la durée du mandat qu'on lui donnait ; il a lui-même mis fin à cette situation au bout de 15 mois seulement et non pas de 36. Pour rassurer sa base électorale le Gouvernement a accepté de laisser voter l'incroyable loi Royer, donnant, à travers la monstruosité anti-économique de ce texte, l'impression que les commerçants sont devenus le soutien le plus ferme du régime, et qu'aucun sacrifice ne sera assez grand pour se les concilier. Quinze jours après, son impuissance devant l'inflation amène le gouvernement à taxer les mêmes commer-

çants, et le Premier Ministre à les admonester très fermement. Allez comprendre...

On pourrait continuer l'énumération pendant fort longtemps et il faudrait naturellement évoquer la crise persistante de l'Education Nationale, le marasme de la Recherche Scientifique, le drame de la Santé, les tergiversations gouvernementales sur la contraception et l'avortement, les tiraillements internes de la majorité, l'étonnante bataille UDR/Giscardiens, etc.

Rarement pouvoir a semblé aussi paralysé, aussi tiraillé de contradictions internes. Dernier signe mais non le moindre : on n'avait pas vu depuis 10 ou 15 ans un budget aussi difficile à faire voter que le budget pour 1974. Les députés ont déjà renvoyé les crédits de 4 ministères ; le parlement est en train de commettre le crime de lèse-Président.

Derrière cette multiplicité considérable de petits faits de conjoncture politique il y a de grandes contradictions structurelles. La rapidité de la mutation industrielle de la France est telle qu'elle lèse directement toutes les couches sociales archaïques. Cette stratégie porte un nom : l'industrialisation. Elle a été expliquée et concrétisée dans le VI^e Plan ; elle a été voulue par Pompidou et pourtant son coût en termes sociaux a été sous-estimé. Après l'équipe Chaban-Nora-Delors-Nouvelle Société, vient l'équipe Messmer-Royer-Druon-Galley-Chirac qui a vraisemblablement pour objet de restructurer l'appui social de la petite bourgeoisie au Gouvernement. Mais cette stratégie est incompatible avec les intérêts du grand patronat industriel. Elle est incompatible aussi avec une lutte efficace contre l'inflation car ces couches que le gouvernement veut s'attacher sont les moins capables d'assurer la permanence de leur propre revenu par de gros progrès de productivité. En outre l'économie française n'a cessé de s'ouvrir vers l'extérieur ; l'activité économique interne est essentiellement dominée par les décisions des sociétés multinationales et le Gouvernement assiste en spectateur à une évolution sur laquelle il ne peut pratiquement rien. Ses fonctions de gendarme et de gardien de l'idéologie dominante ne suffisent ni à définir une politique ni à lui assurer une popularité. Dans ces conditions, la question de savoir si un gigantesque aspirateur n'est pas en train d'aspirer la gauche vers le pouvoir commence à se poser sérieusement.

offensive commune

C'est à cette question que le prochain Conseil National doit répondre. Depuis sa naissance le P.S.U. a rarement eu à l'ordre du jour de ses congrès et conseils un sujet aussi strictement lié à l'actualité politique que pour le prochain Conseil de Novembre. En abordant enfin le problème stratégique de la prise du pouvoir le parti prend en charge la question du moment. La gauche classique avait tenté, à travers le Programme Commun, de gagner la majorité aux dernières élections législatives. La tentative a échoué pour deux raisons : la première raison c'était le refus du Programme Commun de prendre en charge les revendications de démocratie directe, de contrôle populaire, de lutte anti-hiérarchique qui se développent de plus en plus dans tous les pays et que l'on reconnaît à travers la plupart des mouvements sociaux qui

le parcourent, Lip étant le plus voyant mais de loin pas le seul ; cette lacune grave a enlevé à la coalition du Programme Commun une bonne part de sa crédibilité pour les masses et de son caractère mobilisateur. La deuxième raison tient à l'insuffisance technique du Programme commun dans des domaines aussi importants que les affaires monétaires, la politique européenne, la politique régionale ou l'inflation. Le bilan de ces élections législatives c'est que la gauche classique a toutes les peines du monde à vaincre et surtout à présenter une perspective de transformation efficace de la société sans que soit directement impliquée la composante autogestionnaire que représentent notamment la CFDT et le PSU. A nous d'imposer que ce courant autogestionnaire prenne toute sa place dans l'offensive commune. Les masses ressentent l'unité comme une nécessité ; elles ont raison ; nous n'avons pas à fuir cette revendication mais l'unité est d'autant plus solide qu'elle se fait sur des thèmes clairement anticapitalistes, et en sachant débattre clairement chaque fois que c'est nécessaire des divergences d'orientation qui traversent le mouvement ouvrier.

une avance déterminante

D'autre part il n'est pas dans la nature du Mouvement syndical de s'associer à un programme de gouvernement : le mouvement syndical doit au contraire préserver son indépendance y compris devant un gouvernement d'orientation socialiste. En revanche un accord entre forces politiques et syndicales est possible s'il porte sur une plate-forme de luttes fondée sur les revendications les plus intensément vécues, et éclairée par les grandes perspectives stratégiques autour desquelles peut s'esquisser une transformation socialiste du pays. Conçue sur de telles bases l'unité globale des forces de gauche peut permettre au courant autogestionnaire de jouer pleinement son rôle, c'est-à-dire de contribuer à la prise du pouvoir, de contribuer aussi à la clarification de la perspective socialiste, à la garantie d'un socialisme visant effectivement à réconcilier transformation sociale et développement des libertés, à contribuer enfin à empêcher qu'une coalition de gauche mise au pouvoir ne s'enlise dans la gestion du système capitaliste comme l'a fait le Front Populaire.

Certains camarades hésitent devant une telle perspective : ils butent sur des mots. Celui de « pacte d'unité populaire », qu'avance le rapport politique pour le Conseil National, n'est peut-être pas le meilleur ; il faudra peut-être le changer ; peu importe le mot : l'important est la stratégie d'unité conflictuelle qui le soutient. Le train de l'Histoire ne se prend pas en marche. Le mouvement révolutionnaire français d'ailleurs est encore plus accoutumé à courir derrière qu'à le prendre en marche. Il dépend du Conseil National de montrer que le P.S.U., à sa place, et avec les forces qui sont les siennes, sait jouer à temps le rôle qui doit être le sien : faire en sorte que la marche vers le pouvoir qui semble aujourd'hui commencée permette une avance déterminante des forces révolutionnaires et ne frustre pas les travailleurs de la victoire qu'ils sont les seuls à pouvoir assurer.

Michel ROCARD

le budget, monsieur, c'est encore de la politique

L A quinzaine écoulée a été riche d'enseignements sur le plan parlementaire. Et sans doute, pour la première fois, cette enceinte a dû aborder de vrais problèmes politiques, à l'occasion du vote du Budget.

Venant après l'échec piteux de la réforme constitutionnelle, dont Pompidou tentera sans doute de faire une victoire lors de la prochaine élection présidentielle, au mépris de toute légalité cela va sans dire, soulignant les difficultés rencontrées par la majorité sur la Loi Royer et la politique au Proche-Orient, le débat budgétaire a confirmé l'orientation conservatrice et le durcissement du gouvernement en même temps que ses divisions, voire son désarroi.

P AS étonnant, dès lors, qu'une offensive de grand style se déroule au Parlement contre un budget présenté par Giscard et dont

l'article essentiel de la loi de finances (l'article 11, dont toute la presse a parlé) est défendu par Poniatowski (tous deux Républicains indépendants).

Dans les couloirs du Palais-Bourbon, les députés UDR ne se cachent pas pour dire qu'ils ne seraient pas fâchés de « se les farcir » tous les deux, l'occasion étant cette fois trop belle.

Le budget, en effet, n'est pas exempt de critiques, c'est le moins qu'on puisse dire : il ne freinera pas l'inflation, mais il risque, en même temps, d'être déflationniste sur le plan de l'emploi. Il sacrifie, une fois de plus, les équipements collectifs (mais, à force, il crée les conditions d'une croissance asphyxiée faute de pouvoir seulement l'accompagner) et il ne met aucun frein à l'injustice d'une fiscalité dont le caractère de classe est de plus en plus marqué. Yves Le Foll a pu le montrer clairement mardi dernier à la tribune.

L'article 11 vise à faire prendre en charge le déficit des régimes de sécu-

rité sociale des non-salariés par le régime des salariés (essentiellement la Caisse d'Allocations familiales) dont l'Etat, en bloquant la croissance des prestations, a gelé les ressources énormes (solde cumulé de 10 milliards de francs) pour réaliser ce type d'opérations sordides, qui se soldent par des économies budgétaires et permettent d'assurer le fameux « équilibre » du budget, principe sacro-saint de Giscard et de l'économie libérale. Autrement dit, le budget est en réalité lourdement déficitaire, et ce sont les salariés — la Sécurité sociale — qui le paient.

Là encore, dans le silence gêné des parlementaires de la majorité et du gouvernement, Yves Le Foll a mis à nu les ressorts de cette mécanique minable.

Daniel LENEGRE. ■

Sécurité sociale : l'escroquerie

[Intervention d'Yves Le Foll sur l'article 11 de la loi de finances qui prévoyait une compensation entre les régimes de sécurité sociale pour tenir compte de leurs différences de charges par cotisant.]

Yves Le Foll. Mesdames, messieurs, ce débat met en cause une profonde réforme de notre système de sécurité sociale, dont nous pensons qu'elle aurait dû être étudiée dans le cadre d'un projet de loi et non par le biais d'un article de loi de finances.

L'article 11 tend à instituer une compensation, dite démographique, entre des régimes de sécurité sociale qui obéissent à des règles différentes et qui correspondent à des catégories sociales différentes. Il vise, en réalité, non pas à établir un équilibre authentique entre les cotisations et les prestations de tous les assurés sociaux obligatoires, ce qui poserait beaucoup trop de problèmes au pouvoir et à certains intérêts privés, mais à organiser le renflouement partiel de certains régimes par une opération qui ne rompt pas le fameux équilibre du budget.

Tout l'effort d'imagination du Gouvernement a donc consisté à chercher par quelles astuces on pouvait pomper de deux à trois milliards de francs par an dans les régimes de sécurité sociale des salariés publics et privés, plutôt que de les demander aux finances publiques.

Voilà donc le système qu'on nous propose et qu'on espérait peut-être nous faire accepter sans difficulté. Cela ne paraît pas si facile que prévu.

Il y a, nous dit-on, des régimes qui sont déficitaires pour des raisons démographiques. C'est une première fausseté, qui provient de la répugnance du pouvoir à énoncer clairement les problèmes qui le gênent. Ces régimes sont, à la vérité, en déséquilibre économique et non démographique. Si les régimes spéciaux de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., des mines, ont peu de cotisants et beaucoup d'ayants droit, souvent âgés et donc coûteux en termes de sécurité sociale, c'est parce que la Ve République a organisé sciemment, et pour des raisons de classe, le déclin économique de ces activités.

M. Xavier Deniau. C'est complétement ridicule !

Yves Le Foll. On se trouve maintenant devant des professions dont le niveau relatif de revenu est bas et dont le nombre d'emplois est en régression constante. Ce n'est pas un fait démographique : ils n'ont pas moins d'enfants que les autres et ils ne meurent pas plus que les autres. On les raréfie et on les appauvrit relativement, parce qu'ils ne sont pas à leur place dans une économie de profit.

" débrouillez-vous "

Les deux gros régimes de non-salariés sont également en déséquilibre économique et non démographique. La réduction importante du nombre d'emplois dans l'agriculture, la stagnation globale du commerce et de l'artisanat, qui recouvre des évolutions différentes par catégorie, les plus petites entreprises individuelles étant les plus touchées, c'est d'abord le résultat d'une politique de concentration qui s'est menée sous la direction et au profit de nouvelles entreprises prospères et rentables.

Dans ces secteurs, il faut ajouter un élément de déséquilibre qui est, lui aussi, économique et non démographique : c'est que le mode d'établissement des cotisations a été prévu pour protéger les travailleurs indépendants les plus pauvres et les plus menacés et qu'il n'a imposé aux gros commerçants et aux agriculteurs capitalistes que des cotisations extrêmement faibles par rapport à leurs revenus réels.

Tous ces déséquilibres sont structurels, et ils résultent d'une évolution économique que le Gouvernement a soit encouragée, soit conduite. Et à qui veut-on en faire payer le prix ? Aux régimes des salariés privés, des fonctionnaires et des collectivités locales, puisque ce sont eux qui, paraît-il, sont en excédent démographique.

Il faudrait d'abord être clair sur la nature des ressources qui peuvent être prélevées sur les salariés pour venir en aide aux régimes spéciaux et aux non-salariés. Ces sommes, qui constituent un prétendu excédent, ce sont simplement celles qui résultent de la montée rapide des cotisations, à cause de l'inflation, et de la progression incroyablement lente des prestations familiales.

Le Gouvernement sait pertinemment que l'excédent n'existe pratiquement pas sur les risques maladie et vieillesse. Les réserves du régime général, qui résultent, non de la volonté des salariés, mais des règles fixées par le Gouvernement, sont purement et simplement la conséquence d'un détournement de sommes qui auraient dû être distribuées en prestations familiales pour assurer aux familles populaires un pouvoir d'achat progressant au même rythme que les salaires. Comme ces prestations augmentent à un rythme ridicule, alors que les cotisations suivent la progression nominale des salaires, on se retrouve avec une avance qui, si mes renseignements sont exacts, est proche de 10 milliards de francs et qui a été intégralement payée par les travailleurs. On a aujourd'hui l'idée brillante de les utiliser pour payer les promesses faites à Provins en vue d'amaïdouer les couches sociales dont le pouvoir recherche la confiance.

Ainsi le pouvoir pense gagner sur tous les tableaux. Il distribue des aides dont il s'attribue bruyamment le mérite mais qu'il prélève, en réalité, sur les salaires et plus précisément sur les salaires les plus modestes ; car, du fait du plafonnement, la grande masse des ressources vient des salaires de moins de deux mille francs par mois.

Il se donne en même temps un bon argument pour ne pas revaloriser les prestations familiales et maintenir le ticket modérateur, puisque les ressources seront utilisées ailleurs.

Pour comble, il offre en compensation les neuf cent millions de la taxe sur les alcools au régime général, qui paraîtra le bénéficiaire de l'opération, tandis que le régime des commerçants et des artisans ne reçoit aucune subvention. C'est de l'escroquerie pure et simple, et les conseils d'administration des trois caisses nationales ont énergiquement repoussé le principe de cette opération.

Je crois que l'Assemblée ne se grandirait pas en acceptant ce subterfuge. Il représente une tentative pour faire payer les résultats de la concentration et des reconversions capitalistes par les salariés de condition modeste, disant en somme à tous les travailleurs, salariés ou non : « Vous êtes tous, à des titres divers, des victimes du capitalisme, débrouillez-vous entre vous ! ».

Or, si l'Assemblée a encore, parfois, l'occasion de défendre les intérêts des contribuables, elle ne dispose pratiquement plus d'aucun pouvoir pour décider quelles sont les charges supportées et les avantages reçus par les assurés sociaux. Pourtant, il s'agit de mêmes catégories de population et les sommes en jeu sont pratiquement supérieures au budget de l'Etat.

scandaleuse manipulation

Aujourd'hui, nous avons une chance de montrer que les intérêts des assurés sociaux, cotisants et bénéficiaires, peuvent s'exprimer à l'Assemblée nationale et y être entendus. Montrons-le en démasquant la scandaleuse manipulation dont le Gouvernement voudrait nous rendre complices. C'est, à notre avis, une véritable escroquerie, car les ressources de la sécurité sociale, constituées par des salaires différés, sont la propriété des salariés. Le fait que le patronat en verse directement une part ne change rien à l'affaire. Il paie bien aussi les salaires, il paiera demain l'impôt sur le revenu des salariés. Dirait-on que ceux-ci ne paient plus d'impôts ? Un tel raisonnement n'est vraiment pas sérieux.

On va nous objecter que les sommes nécessaires aux régimes déficitaires devront alors être payées par les contribuables. A cela, notre réponse est politique. Les mutations économiques qui ont mis ces régimes en difficulté ont fait des victimes, mais elles ont aussi eu des bénéficiaires. Et puisque c'est à l'Etat de compenser le déficit des régimes en difficulté, il peut trouver les deux milliards nécessaires aux petits paysans, aux travailleurs indépendants, aux mineurs et aux cheminots, en les prenant chez tous ceux qui ont profité du déclin économique de ces catégories professionnelles.

Nous pensons que la solidarité nationale doit se manifester, mais en transférant les revenus des catégories les plus riches vers les plus démunies.

Cet article 11 n'est donc pas acceptable, et le Gouvernement doit savoir que, s'il le maintient, il s'expose à des réactions vigoureuses des travailleurs, qui ne se laisseront pas tromper.

Vendredi 26 octobre 73 ■



chez les paysans

avec les travailleurs

Le semaine dernière, nous avons annoncé qu'une rencontre avait eu lieu entre les grévistes de Salmson, Thomson, LMT 7 Fontaines, Bellanger et des paysans travailleurs de la région. Voici ce qu'en disent nos camarades grévistes.

Vendredi soir, 20 agriculteurs environ sont venus nous présenter leurs problèmes et nous écouter pour connaître les nôtres. Il y avait les gars de Salmson, Bellanger, LMT 7 Fontaines, Thomson. La présence de tous montrait que, si chaque boîte a sa lutte propre, ses revendications particulières, notre combat à tous se rejoint contre un adversaire commun.

Quand ils nous ont entendu parler de nos directeurs qui gagnaient 2 millions d'A.F. par mois, ils se sont reconnus. Ils ont reconnu M. de Montesson, directeur de coopérative, leur patron, qui lui aussi, gagne 2 millions par mois.

Leur position est ambiguë, ils le savent. Pour nous, travailleurs, les paysans sont des patrons. Mais des patrons comme eux, ils aimeraient en voir !..

Bien sûr les paysans en se retirant, auront un capital. Leur travail de tous les instants est tourné vers le remboursement des emprunts qui leur ont permis de s'installer, de démarrer. Ils ont 20 millions ou plus à rembourser sur 20 ans, mais il faut souvent ajouter à cela le renouvellement du matériel (tracteur, etc.) et la modernisation des bâtiments. Ils ont quand même la joie de mourir riches quand ils ont vécu pauvres. Là encore on a parlé du remboursement des emprunts, mais il faut encore les obtenir.

Le Crédit Agricole (banque des paysans, selon le gouvernement) préfère prêter aux riches. Un exemple : A Pré-en-Pail, 2 paysans ont attendu 2 ans un emprunt de 3 à 4 millions pour acheter un tracteur, leur outil de travail mais pendant ce temps le fils du pharmacien recevait 50 millions pour aller traverser l'Atlantique.

Est-ce que vous ne trouvez pas qu'on pourrait rapprocher cela des millions qui sont dépensés pour la Salle de Conférence, pour les

guelletons et les croisières offertes aux gros clients, alors qu'on nous refuse notre augmentation qui nous est nécessaire pour vivre. Deux patrons différents, LMT et le Crédit Agricole, mais mêmes méthodes.

Le prix de ce qu'ils achètent leur est imposé, celui de ce qu'ils vendent leur est imposé. Ce qu'ils gagnent, c'est ce qu'il y a entre les deux. On en arrive quelquefois à des situations qui pour nous sont incroyables. En ce moment, certains agriculteurs se demandent combien ils vont perdre sur leurs bœufs qu'ils sont prêts à vendre. Ils les ont achetés au printemps plus cher qu'ils vont les vendre maintenant. Leur travail, leur nourriture ne leur sera pas payé. Pourquoi cela ? Depuis le printemps, la viande a baissé à la ferme, mais a-t-elle baissé pour nous consommateurs ?

toujours le rendement

Le salaire d'un travailleur est composé d'un salaire de base et de différentes primes. Le salaire d'un paysan, éleveur de vaches, c'est-à-dire le prix de vente du litre de lait est composé d'un prix de base auquel s'ajoutent des primes (de propreté, de matière grasse et aussi prime de quantité, eh oui !). On retrouve le rendement même quand le lait est livré aux coopératives qui ont les paysans pour patrons.

Ce qu'il y a d'ambiguë dans cet exemple, c'est que les petits paysans affrontent un gros propriétaire et que tous ceux là se retrouvent dans le même syndicat, un syndicat de gestionnaires. Les responsables de la F.N.S.E.A. (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) sont fréquemment des P.D.G. de coopéra-

tives. Les agriculteurs présents sont conscients de cela et ils ont un espoir, avec le mouvement des paysans-travailleurs : séparer non pas les paysans des travailleurs de l'industrie mais les petits paysans des gros exploitants qui sont de véritables industriels. Ils veulent que les travailleurs paysans et ouvriers se rejoignent.

Il y a aussi le problème des salariés de l'Agriculture qui a été un peu abordé, mais peu. Ces salariés sont encore très mal organisés, très peu syndiqués. Ils ne se défendent que difficilement contre leurs patrons (les gros exploitants).

En fin de rencontre, on a parlé de la solidarité. Ils nous ont demandé ce qu'on voulait et ils vont faire leur possible pour nous aider.

Mais si en temps de grève, la solidarité est importante, il ne faut pas que les contacts s'arrêtent là, aussi nous ont-ils invités à aller chez eux pour des veillées afin de leur expliquer nos problèmes plus à fond et pour que les autres paysans qui ne sont pas encore

convaincus de la nécessité de s'unir, connaissent eux aussi directement nos problèmes.

Pour que ces échanges soient plus importants, il a été proposé que nous nous communiquions des adresses. Ainsi, les gars qui ne savent pas quoi faire le dimanche auraient un but de promenade en étant certains de trouver des personnes qui sont prêtes à discuter avec nous de nos problèmes et aussi des leurs et on s'apercevrait certainement qu'ils ne sont pas opposés, loin de là...

Correspond. ■

solidarité

Alors que les grévistes* de LMT Lannion commencent leur quatrième semaine de grève, des paysans venus de tout le département sont venus leur apporter plusieurs centaines de kilos de légumes, du lait et des œufs, et ont annoncé la fourniture de viande.

le CDJA ne répond plus

LA ROCHE-SUR-YON (Vendée). Allo, le Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs ? Le C.D.J.A. ne répond plus et pour cause : il n'y a plus de téléphone. Les patrons de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, ont, en représailles, coupé les lignes téléphoniques de la Maison de l'Agriculture. Une question de fric... Le C.D.J.A. a refusé de payer son loyer, le téléphone et les timbres car la F.D.S.E.A. ne lui a pas versé sa subvention (rétrocession des cotisations versées par les jeunes agriculteurs, chefs d'exploitations et les « aînés » qui veulent voir vivre le courant paysans-travailleurs). La F.D.S.E.A. a encaissé et gardé les 40.000 F des cotisations.

Les mouvements d'humeur des jeunes agriculteurs, syndiqués, qui soutiennent les paysans du Larzac, de Coopa-Sud, les travailleurs de Lip et les chemisières de Cerizay, la F.D.S.E.A. ne les aime pas. Elle refuse de défendre les agriculteurs chassés de leurs terres, ne les trouvant pas assez compétents et rentables. A l'usine, les paysans ! Les jeunes paysans travailleurs ont des conceptions différentes et veulent défendre leur terre, leur outil de travail.

pas français

MIRAMONT - DE - GUYENNE (Lot-et-Garonne). Au C.E.S., une surveillante apprend le 22 octobre que quelqu'un va la remplacer le 1er novembre. Le rectorat, justifie sa décision en s'appuyant sur la circulaire raciste du 14 décembre 1951 : les agents temporaires de surveillance doivent avoir la nationalité française depuis au moins 5 ans. Ce n'est pas le cas de cette femme, « naturalisée » depuis trois ans et qui se trouve donc dans une situation matérielle particulièrement critique. Les enseignants du C.E.S. ont engagé la bataille et menacent de faire grève.

sanitaire

RETEIL (Val-de-Marne). Parce qu'il manifeste contre la guerre au Vietnam, et qu'il est militant CFDT, il est licencié. C'est arrivé, le 17 octobre, à un agent contractuel de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Val-de-Marne. Riposte de ses collègues : grève. Le Préfet se voit obligé de faire réintégrer le soi-disant « gêneur ».

• Au CHU Henri Mondor, à Créteil également, les effectifs sont insuffisants et le mécontentement est grand. Bloc opératoire : 3 jours de grève — cuisiniers :

pas de repas servis au personnel — brancardiers : urgences seulement assurées. Puis, grève administrative : consultations et examens gratuits. Diverses actions de popularisation ont eu lieu sur les marchés de la circonscription, une manifestation s'est déroulée dans les rues de Créteil, un sit-in sur la RN 19. Un stand d'information a été installé dans le hall d'entrée du CHU.

Déclenché le 9 octobre, le mouvement continue.

presse (liberté de la)

DEUX procès attendent encore, comme un voleur au coin d'un bois, le journal mulhousien « Klapperstei 68 » : le 22 novembre, à la suite d'une plainte de 5 entrepreneurs en bâtiment compromis dans un scandale local ; et le 6 décembre, sur l'invitation cette fois d'un commissaire et du cher Marcellin qui se plaignent d'« injures envers le corps de police ». Pour trois précédentes condamnations, « Klapperstei 68 » a par ailleurs déposé pourvois en cassation. Bien sûr, à Mulhouse comme à Chambéry, comme partout enfin, on a confiance dans la justice de son pays.

— Soutien : chèques à l'ordre de « Spécial-Klapperstei 68 », 68055 Mulhouse-Cédex.

OBJECTIFS

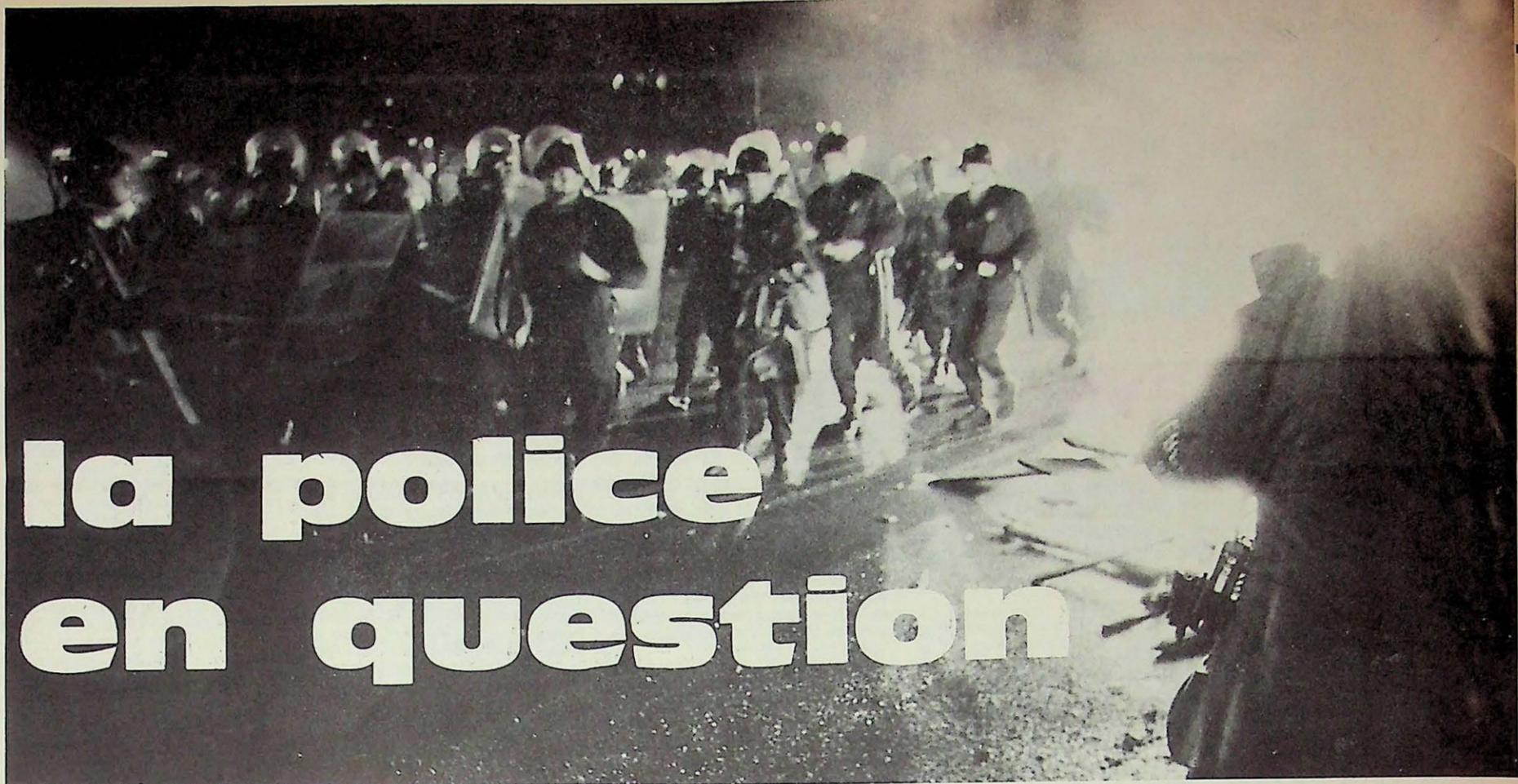
une collection engagée, des livres indispensables aux militants

vol. 96 p. 9 F.

PARUS

- Les O.S. D. MOTHE
- Hiérarchie des salaires et lutte des classes P. RANVAL
- La crise des monnaies J. MALTERRE
- La propriété contre les paysans P. BOUCHET
... R. GUILLAUMONT
- Capitalisme et mode de vie A. GRANOU
- Les nationalisations P. BRACHET J. GALLUS
- Algérie : avec ou sans la France? J. OFFREDO
- La C.F.D.T. et l'autogestion E. MAIRE
- Société informationnelle H. LABORIT
Idées pour l'autogestion
- Les travailleurs immigrés F. PINOT
dans la lutte des classes
- La montagne colonisée B. COGNAT

CERF



la police en question

Le congrès de la fédération C.F.D.T. de la police nationale, réuni fin octobre à Clermont-Ferrand, a connu un certain retentissement : à juste titre. Les questions soulevées dans la déclaration finale, la dénonciation clairement affirmée d'une police de plus en plus au service d'un régime et d'un système, la solidarité exprimée avec les travailleurs de Lip : de quoi donner des boutons à Marcellin...

A l'époque des commissaires-souteneurs, des flics-gangsters, des inspecteurs à la gâchette facile, il nous paraît important de publier intégralement les textes de ce congrès. Et de donner la parole à ceux qui - de l'intérieur et non sans courage - dénoncent l'utilisation que le pouvoir voudrait faire d'eux.

● déclaration finale

[Nous publions ci-dessous, dans son intégralité, le texte de la déclaration finale votée au Congrès de la Fédération de la police nationale CFDT.]

BESANÇON : Le 16 août 1973, les forces de police interviennent pour expulser les travailleurs de LIP de leur usine. Depuis, les contrôles et actions de police se multiplient pour faire échec à la lutte menée.

CERIZAY : Une déléguée CFDT a été licenciée abusivement. Un jugement a ordonné sa réintégration. A aucun moment, la police n'a reçu l'ordre d'intervenir pour faire exécuter ce jugement.

Ces deux faits, ajoutés à bien d'autres paraissent significatifs au Congrès CFDT de la Police Nationale, du détournement de l'utilisation de la Police exercé au profit d'un système privilégiant des personnes ou des groupes détenant le pouvoir politique et financier.

Dans le même temps, le Congrès constate, dans le travail quotidien que les policiers accomplissent de moins en moins les nécessaires missions de protection, de prévention, d'éducation et de secours, leurs missions traditionnelles.

Par contre, l'abandon de ces missions s'accompagne d'une généralisation des méthodes et tâches contraignantes, autoritaires et répressives, sous les formes les plus diverses :

— Affrontements avec les travailleurs en lutte, entraves à la liberté d'expression, chasse à l'infraction aggravée par l'importance donnée dans la note annuelle des fonctionnaires au nombre de contraventions relevées, toutes besoins répressives exercées particulièrement contre les catégories sociales les plus exploitées et les organisations dans lesquelles le monde ouvrier se reconnaît.

Le Congrès constate également une détérioration de l'image de marque du policier, particulièrement sensible en région parisienne, détérioration causée par :

— Le détournement d'une partie de ses effectifs mis à la disposition de personnalités, d'élus, de hauts fonctionnaires, dans et hors l'administration, en qualité de secrétaire, cuisinier, valet de chambre, jardinier, chauffeur, etc., ou utilisés pour servir de « faire-valoir » au cours de réceptions et cérémonies diverses ;

— L'importance donnée au rétablissement de l'ordre, conduisant à des affrontements trop souvent provoqués par la présence massive d'effectifs en tenue de « maintien de l'ordre » ;

— L'influence de l'emprise politique sur la Police, conduisant à des pratiques parfois illégales :

- renseignements fournis à des entreprises sur le compte de militants ;
- écoutes téléphoniques ;
- fichages mécanographiques systématiques de toutes personnes interpellées ;
- « perquisitions clandestines », etc.

— La limitation du rôle de la police consistant à tenter de faire appliquer des lois dépassées, voire anormalement contraignantes : loi anti-casseurs, loi de 1920 sur l'avortement, circulaire « Fontanet-Marcellin », etc. ;

— La véritable manipulation des forces de Police à des fins politiques évidentes (voir affrontements du 21 juin à Paris et leurs conséquences) ;

— L'utilisation du personnel, placé dans des conditions telles qu'elles ne peuvent manquer de conduire à des affrontements au cours desquels certains membres des forces de l'ordre ne peuvent manquer de perdre leur sang-froid, mettant ainsi en évidence les inadmissibles carences, pour nous voulues, dans le domaine du recrutement, de la formation et de l'encadrement.

Toutes ces actions, de nature à enfermer un peu plus les policiers dans leur ghetto, coupent ces derniers d'une partie importante de la population et contribuent à renforcer l'autorité d'un pouvoir qui, plus que jamais, compte sur la division.

Les policiers CFDT, loin de fuir leurs responsabilités dans ces domaines, souhaitent donc que les travailleurs ne se trompent pas d'adversaire et prennent conscience des véritables responsabilités du pouvoir politique.

A ces constatations inquiétantes, le Congrès CFDT de la P.N. ajoute « l'intérêt » que l'administration semble porter à son action par :

- Tentative d'utilisation des militants CFDT de la police lors du Congrès confédéral ;
- Recherche de renseignements sur la CFDT P.N. par les renseignements généraux ;
- Répression aux conséquences graves exercée localement contre certains de ses militants, comme c'est actuellement le cas à Nantes, où un de nos délégués fait l'objet de menaces intolérables.

Renforcée par ces atteintes au droit de pensée et d'expression, la CFDT P.N. n'en dénonce qu'avec plus de vigueur : l'interdiction d'utiliser le droit de grève dont les policiers sont victimes ; la parodie de fixation du droit syndical que s'arroge le ministère de l'Intérieur et que réfute la CFDT ; la non application de l'Instruction Ministérielle de 1970, sur ce même droit syndical ; l'absence de protection véritable des délégués leur garantissant une réelle liberté d'expression.

Face à l'absence de dialogue et de négociation — termes inconnus au ministère de l'Intérieur — sur le cahier revendicatif des personnels de police en tenue et en civil, déposé (et ignoré) depuis des années, la CFDT Police Nationale appelle tous les fonctionnaires à renforcer l'action syndicale pour faire aboutir leurs justes revendications

en matière de recrutement - formation - encadrement - conditions et durée du travail - traitements - retraites - social.

Dans ce but, le Congrès persiste à appeler les organisations syndicales de la profession à pratiquer l'unité d'action souhaitée par les personnels et encore refusée dernièrement.

A l'issue d'un Congrès axé sur la réflexion, face aux choix gouvernementaux qui conditionnent les plus petits aspects de leur vie professionnelle et familiale, les policiers CFDT sont conscients que seules de profondes transformations politiques permettront de satisfaire les revendications des fonctionnaires de Police, de la Fonction Publique et de l'ensemble des travailleurs.

C'est dans cet esprit qu'ils invitent leurs militants et adhérents, ainsi que l'ensemble des policiers à poursuivre cette réflexion et à continuer leur action dans le combat que mène la CFDT pour l'édification d'une société socialiste, démocratique et autogestionnaire qui, seule, pourra permettre aux travailleurs de prendre la place à laquelle ils ont droit.

Clermont-Ferrand le 26 octobre 1973.
Adopté à l'unanimité.

motion sur

APPRENANT au cours de leur congrès Fédéral, l'intervention de la Police à la « maison pour tous » de Palente, le 23 octobre 1973, les policiers CFDT dénoncent une nouvelle fois l'emploi des forces de l'ordre contre les travailleurs de Lip.

Depuis le début du conflit, le pouvoir, représenté par M. Giraud, n'a pas varié dans ses positions, refusant de satisfaire les légitimes revendications des « Lip », notamment en ce qui concerne le réembauchage de tous les travailleurs dans l'entreprise, et le maintien des avantages acquis.

Le gouvernement sait que la lutte des « Lip » représente un grand espoir pour l'ensemble de la classe ouvrière. Aussi, ne voulant à aucun prix que



Les Lip à Dijon
La moutarde Messmer

à propos de Nice

Comme viennent de le rappeler les soixante participants au Congrès de la fédération CFDT de la Police Nationale (du 23 au 26 octobre à Clermont-Ferrand) à propos d'autres actes aussi intolérables, les faits dont Nice est actuellement le cadre mettent en évidence les inadmissibles carences, à notre avis acceptées sinon voulues par les autorités ayant pouvoir de décision aux plus hauts niveaux, dans les domaines du recrutement, de la formation de l'encadrement, carences que notre fédération ne cesse de dénoncer depuis des années.

Pour sa part, la fédération CFDT de la Police Nationale condamne de la façon la plus formelle les actes de ces fonctionnaires qui assombrissent encore l'image de marque du policier, et demande que toute la lumière soit faite sur les responsabilités à tous les niveaux de la hiérarchie.

Aucun doute : si l'administration ne tient pas compte des suggestions faites, entre autres, par notre fédération, ces faits se reproduiront, voire se multiplieront.

Aux autorités d'en prendre conscience et d'en tirer les conséquences. ■

entretien avec des responsables de la fédération CFDT de la Police nationale

TS : Voilà des textes de Congrès qui frappent fort... On a rarement vu des policiers affirmer aussi nettement leur désaccord avec le régime, ni porter des accusations aussi sévères sur la façon dont on les utilise. Ces textes ont été adoptés à l'unanimité. Comment se sont déroulés les débats du Congrès ?

C.F.D.T. : C'est vrai que jusqu'à présent on s'était gardé de poser aussi clairement les problèmes politiques, du moins au niveau fédéral. Mais ce n'est pas pour autant de la génération spontanée... Cela fait déjà pas mal de temps qu'on prépare nos gars.

Par exemple en dépassant les problèmes d'effectifs pour mettre en lumière le fait qu'on a un ministre qui se moque bien de faire une police réellement au service du public. Au congrès, les revendications « de bouton de guêtre » ont complètement disparu...

A vrai dire, on avait un peu des craintes. C'est vrai qu'on tapait un peu fort. On pouvait s'inquiéter du caractère encore assez timide de certains de nos militants. En fait, les textes sont passés à l'unanimité, et les seules quelques réticences ne portaient pas sur le fond : elles exprimaient seulement la peur de se couper de la base.

conflit lip

cette lutte soit victorieuse, il ne sait y répondre que par la répression et la violence.

Nous appelons nos collègues policiers de tous corps, engagés dans cette action répressive à prendre conscience que le rôle qui leur est imposé ne peut que les rejeter davantage dans le ghetto de l'impopularité et de la haine, dont seuls bénéficient en définitive, les tenants de l'injustice sociale et du conservatisme.

Les Policiers CFDT affirment leur solidarité avec les travailleurs de Lip, jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications, et participeront, par tous les moyens dont ils disposent à ce combat qui est aussi celui de tous les travailleurs.



Mais la réflexion a été très approfondie, très riche. Nous avons volontairement mis l'accent sur les problèmes de Paris et des grandes villes : c'est vrai que le problème de l'utilisation de la police est particulièrement aigu dans les grands centres urbains. Il y a beaucoup plus d'affaires foireuses à Paris. Lorsqu'on a expliqué, par exemple, comment fonctionnaient les R.G. à Paris, nos gars des R.G. de province ont pris ça comme un pavé dans la figure...

TS : Ça fonctionne comment, les R.G. parisiens ?

CFDT : C'est l'espionnage, purement et simplement. L'infiltration dans les groupes, les faux étudiants, les écoutes téléphoniques, etc. Le R.G. de province est encore une sorte de notable : quand il arrive dans une ville, il a sa photo dans le journal ! Il est connu de tous les responsables politiques ou syndicaux. Il travaille à visage découvert. Or, ce dont tout le monde a bien conscience, c'est que ce qui se passe aujourd'hui à Paris, c'est ce qui risque de se passer demain en province...

TS : Régulièrement on reparle du malaise de la police. Est-ce que vous sentez une évolution dans les rangs des policiers, par exemple sur une affaire comme celle des policiers de Nice ?

CFDT : La réaction des gars, en général, sur des affaires de ce genre, c'est de ne pas réagir... Ils ne sont pas fiers, les mecs. Ils font le gros dos, le hérissent.

Pourtant, il semble bien qu'il y a quand même une évolution : avant, les gars avaient tendance à râler, à dire : « oui, parce que c'est des flics, on brode, on en rajoute ». Après une histoire comme celle de Nice, on les sent encore plus emmerdés que d'habitude. Ils ne disent rien. C'est d'ailleurs significatif : tous les syndicats, même la CFDT, sont d'accord pour demander des sanctions sévères.

TS : Comment a été ressentie une campagne comme « Merci aux gardiens de la paix » ?

CFDT : Plutôt mal. Une réaction du genre : on nous prend vraiment pour

des cons ! Marcellin ferait mieux d'améliorer nos conditions de travail. On est considéré comme des paquets de nouilles !

TS : Revenons au Congrès - La déclaration finale s'ouvre sur un parallèle entre Lip et Cerizay qui annonce la couleur d'entrée de jeu...

CFDT : C'est très bien passé. Il y a encore quelques années, on aurait eu des réactions du genre : « Lip ça ne nous regarde pas. Nous, notre boulot, c'est la police. Que les travailleurs de Lip se battent, très bien, ce n'est pas nos oignons ». En fait, les gars ont très bien compris ce que nous voulions exprimer. Un problème de choix politique : « Qu'est-ce qu'on veut faire de la police ? Les deux exemples juxtaposés de Lip et de Cerizay illustrent bien ce choix... »

TS : Vous insistez beaucoup, dans votre texte, sur les questions de recrutement et de formation, Ça se recrute comment, un policier ?...

CFDT : En principe, le corps d'enquêteurs recrute sur la base du BEPC. Il y a un vague concours et quelques tests. Et après une formation de cinq semaines, vous êtes bon pour le service... Le flic de base, c'est évidemment, encore pire. Niveau certificat d'études. Une enquête de moralité (l'opinion de la concierge, de l'épicière du coin). Et un « concours » : une dictée de 20 lignes et une rédaction du genre « pourquoi désirez-vous être dans la police ? »

On n'a encore jamais lu dans une circulaire qu'il fallait être « grand, fort et bête ». Mais c'est tout comme...

Et même ces règles dépendent du besoin en recrutement. En 72, par exemple, on a recruté 600 enquêteurs après une simple discussion de 10 minutes avec un commissaire divisionnaire. Dix minutes de discussion, un pétard dans une main, la plaque dans l'autre ; et on les a balancés dans une section de R.G.

Nous estimons que tout cela est profondément scandaleux. Et révélateur...

TS : Vous insistez aussi sur le détournement de l'utilisation de la police ?

CFDT : Le meilleur exemple, c'est encore la manifestation du 21 juin : les policiers escortant l'Ordre Nouveau...

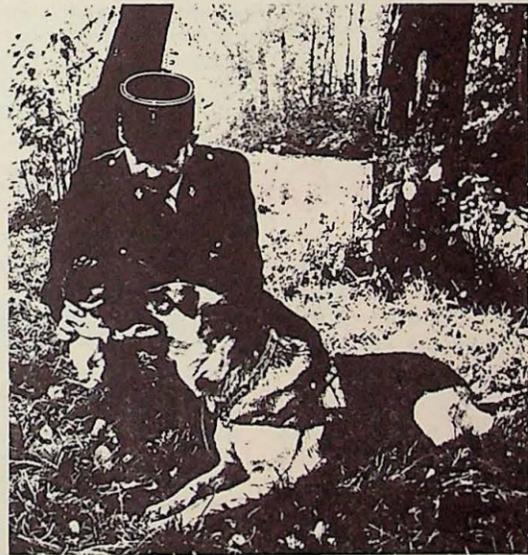
Mais on pourrait multiplier les exemples.

Tout le monde sait qu'il y a les plaintes dont on s'occupe et celles dont on ne s'occupe pas. Tout le monde sait qu'il est plus important de mobiliser 30 inspecteurs du SRPJ de Dijon pour retrouver les montres cachées par les Lip que de les utiliser à courir après les gangsters.

Tout le monde sait que la police parisienne a de beaux cars et de beaux bulldozers antimanifestation tout neufs mais que les voitures de police-secours tombent en ruine... Tout le monde sait que la plus grosse partie des 5.000 postes créés l'an dernier sont allés aux C.R.S. et aux forces de répression.

Et personne ne peut ignorer que certaines enquêtes n'aboutissent jamais, que certains policiers sont déplacés lorsqu'ils font trop bien leur métier et que leurs enquêtes les amènent trop loin, trop haut...

Propos recueillis par Bernard LANGLOIS



MERCI aux gardiens de la paix !

Pour leur action et leur soutien apporté dans de nombreuses circonstances, merci !
Pour leur efficacité et leur sens du devoir au service de notre qualité, merci !
Pour leur présence sécuritaire dans les moments difficiles de la vie quotidienne, merci !
Pour la rapidité de leur intervention sauvegardant des milliers d'êtres, merci !
Pour leur courage et leur dévouement dans les situations difficiles, merci !
Pour leur calme, merci ! Merci à tous les hommes portant ce nom : Gardiens de la Paix.

Comité national de soutien aux policiers et à la Police Nationale. Pour une action syndicale par l'Ordre Nouveau. Soutien aux policiers par l'Ordre Nouveau.

BANALITÉS...

Dernière en date des opérations de « maintien de l'ordre », l'intervention des forces de police, le 30 octobre, à Paris, à l'intérieur du ministère de la Santé Publique. Les syndicats CGT et CFDT de l'administration centrale ont aussitôt publié ce tract de protestation :

Aujourd'hui, mardi 30 octobre à 12 heures, une centaine d'étudiants de quatrième et cinquième année de médecine sont venus exposer au Ministre un problème de stages hospitaliers conditionnant la poursuite de leurs études. En attendant d'être reçus, et en présence de quatre policiers, ils se sont assis dans le hall et ont commencé à manger des sandwiches et à boire de l'eau minérale.

Puis de nombreux policiers ont bloqué la porte d'entrée et d'autres sont arrivés par les couloirs d'Estrée et Duquesne. Un gradé a crié « Allez ! » et les agents de police parisiens ont alors chargé les étudiants à coups de pied et de matraque en malmenant plusieurs fonctionnaires au passage.

Alors qu'ils n'offraient aucune résistance, des étudiants se sont retrouvés le visage en sang. UNE FEMME ENCEINTE A ETE FRAPPEE A TERRE ET A DU ETRE EVACUEE PAR SES CAMARADES.

Les fonctionnaires témoins de ces scènes inadmissibles ont manifesté leur indignation envers les « forces de l'ordre », ainsi qu'au chef du Cabinet

qui a pris la responsabilité de faire appel à elles.

Ces actes sauvages se sont déroulés alors que M. Poniatowski était présent dans son bureau et qu'il n'est pas possible, dans ces conditions, que cette répression ait été organisée sans son consentement. Il est significatif, d'ailleurs, que notre Ministre soit sorti du Ministère quelques instants après le « nettoyage ».

Les syndicats CGT et CFDT condamnent de la façon la plus ferme ces agissements et s'associent pleinement à la réaction du personnel. Ils exigent que de telles exactions ne se reproduisent jamais plus et que les « forces de l'ordre » ne soient plus utilisées dans ce Ministère.



entre femmes

Des femmes toujours en grève à Lip, des femmes en lutte à Cerizay et qui ont montré à Cousseau qu'elles savaient mener une grève, s'organiser et même négocier. Une campagne sur l'avortement qui prend de l'ampleur, des centres d'orthogénie qui s'organisent, le débat public qui s'engage sur l'information sexuelle. C'était l'arrière-fond sur lequel se déroulait la réunion des déléguées régionales femmes du PSU, dimanche 4 novembre.

CES assemblées s'étaient déroulées dans toutes les régions pour faire le bilan de l'avancée du travail des femmes dans le parti et dans les organisations de masse. A Paris, dimanche, on a échangé une expérience, « échangé » des chemisiers de Cerizay, confronté nos luttes, et un membre mâle du Bureau National a même été un moment avec nous ! De quoi prouver qu'on peut être féministe, révolutionnaire et pas sectaire.

Des compte-rendus plus détaillés paraîtront dans PSU-Information, mais

nous rappelons ici quelques décisions prises :

L'essentiel de notre militantisme se développe au Planning et au MLAC, où nous menons conjointement le combat contre la loi de 1920, pour la création des centres d'orthogénie sous contrôle populaire, contre la répression sexuelle. C'est pourquoi nous répondons favorablement à l'initiative du MLAC à ses assises de Grenoble. Il nous semble que la riposte la plus large doit être organisée face au pouvoir contre la législation répressive sur l'avortement, y compris en

tenant compte des évolutions en cours à l'UFF, la CGT et le PC.

Nous animerons donc cette campagne en même temps que la campagne sur l'information sexuelle dans les écoles, en liaison avec les lycéens, les enseignants et les parents d'élèves.

L'analyse de l'entrée en lutte des femmes dans les entreprises et de ses modalités a pris une importance capitale cet été avec Lip et Cerizay. Un travail du secteur femmes avec le secteur entreprises s'impose ; des journées de travail communes à ces deux secteurs seront organisées.

Un débat sur la formation a montré que dans sa conception et ses thèmes la formation proposée dans le Parti ne correspondait pas aux problèmes qu'affrontent les femmes dans la société ou dans le PSU. Décision a été prise de programmer des stages régionaux sur les thèmes suivants : communautés, sexualité, patriarcat et autogestion, entre autres.

D'ici la fin de l'année, toutes les

sections seront tenues d'avoir des débats sur les femmes, la sexualité et la famille, et un questionnaire sera lancé à partir de janvier sur la situation des femmes au PSU.

Le questionnaire nous aidera à prendre les décisions, tout spécialement pratiques, qui permettront aux femmes du Parti (à peu près un tiers de l'organisation) de prendre les responsabilités qui correspondent à leur militantisme et à leur nombre.

La fédération de Paris met sur pied un système de garderie pouvant fonctionner dès qu'une réunion fédérale a lieu. Toutes les sections et fédérations sont priées de nous faire savoir où elles en sont dans l'organisation de la garde des enfants.

Le Conseil national donnera l'exemple. Beaucoup plus que sur des déclarations sur la libération des femmes, on jugera le Parti sur les moyens qu'il met à la disposition des femmes, pour leur expression efficace.

Irène CHARAMANDE. ■

à propos de « nanas »

Quelle est la place de la femme dans la lutte révolutionnaire et quel peut y être son rôle ? Un couple de militants du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception aborde ce problème à la suite d'un article paru dans T.S.

DES « nanas » jusqu'à quand ? demandait-on dans « TS » il y a quelques temps. La réponse est simple ! Jusqu'à ce que les hommes qui luttent contre le capitalisme, pour le socialisme et l'autogestion, se rendent compte qu'il ne peut y avoir de victoire possible sans la participation des femmes à ce combat. Jusqu'à ce que les femmes prennent conscience que les luttes qu'elles mènent pour changer leur statut et leur situation dans la société, sont insuffisantes, pour leur assurer une réelle émancipation ; elles doivent aussi s'attaquer au pouvoir d'état bourgeois dont la destruction est la condition nécessaire à l'émancipation de tous.

Où en est-on actuellement par rapport à cette double démarche et que peut faire le PSU pour faciliter cette double prise de conscience ?

Pour les groupes d'extrême gauche, PSU compris, tout se passe aujourd'hui comme s'ils utilisaient le combat des femmes sans l'intégrer réellement dans leur stratégie anticapitaliste. Aucun groupe ne prend véritablement en charge les revendications des femmes. La structure des groupes, les formes du militantisme ne remettent pas sérieusement en question le partage des tâches entre hommes et femmes, surtout lorsqu'il s'agit de militants ayant des enfants. Sauf cas d'espèce, ces militants ne peuvent plus participer réellement à la vie du parti, alors que les maris s'en sortent relativement mieux, avec bonne conscience d'ailleurs, puisqu'ils militent pour un avenir meilleur.

La revendication féministe est à son début et il serait illusoire de vouloir la

faire cadrer dès à présent, dans les formes traditionnelles de la lutte des classes : si toutes les femmes ont en commun un certain nombre de revendications sur leur statut et leur situation dans la société, elles ne sont pas toutes soumises de la même manière à l'exploitation capitaliste et pour une part d'entre elles la perspective d'émancipation ne passe pas par un changement radical de la société. La diversité de leurs luttes et de leurs objectifs en est une conséquence.

Luttes directement idéologiques quand elles portent sur le rôle de la famille, la sexualité, la contraception, l'avortement, mais les femmes qui mènent ces luttes sont issues de la petite ou moyenne bourgeoisie et leur insertion économique est incertaine.

Luttes directement économiques celles que mènent les femmes dans leurs entreprises contre l'exploitation capitaliste, luttes souvent exemplaires qu'elles mènent en tant que travailleurs, et dans lesquelles passent difficilement les revendications féministes. Il est pratiquement impossible dans les faits de lier augmentation des salaires, contrôle ouvrier et libération sexuelle par exemple.

L'unification de ces luttes est nécessaire, mais même partielle, elles portent des coups au système capitaliste. Nous devons donc soutenir ces luttes, mais comment les relier à notre stratégie d'autogestion socialiste ?

Pour nous, l'abolition du pouvoir d'état bourgeois est une condition nécessaire à l'émancipation de tous les travailleurs, mais il est bien d'être sûr qu'elle soit suffisante (exemple en URSS) à assurer en même temps la disparition de l'infériorité sociale de la femme.

Le pouvoir d'état est inséparable d'un ensemble de structures oppressives qui, à tous les niveaux, s'exercent sur les femmes : dans la famille, l'école, les entreprises, la justice, etc.

L'infériorité sociale de la femme est plus ancienne historiquement que le capitalisme, mais celui-ci trouve un double

intérêt à son maintien : l'existence de ce pouvoir intermédiaire masque aux yeux des femmes, la nature réelle du pouvoir d'état. L'infériorité sociale de la femme aide l'homme, en général, à mieux supporter sa condition d'exploité et diminue ses potentialités révolutionnaires ; exploité, aliéné dans son travail, il lui reste quand même des possibilités d'épanouissement et d'affirmation de lui-même au sein de sa famille et aux dépens de sa femme. Supprimez cette soupape de sécurité et la situation pourrait devenir rapidement explosive.

La lutte contre toutes ces dominations intermédiaires, contre toutes les manifestations omniprésentes et insidieuses du « pouvoir mâle » est la médiation nécessaire, pour affaiblir le pouvoir bourgeois, et l'abolir, en permettant aux femmes de lever un certain nombre d'ambiguïtés dans leur combat actuel, de mieux se situer dans les différentes formes de la lutte de classe, de prendre leur place dans la lutte pour le socialisme et l'autogestion.

Que peut faire le PSU ? Il doit montrer la liaison entre les pouvoirs que subit la femme à tous les niveaux et le pouvoir d'Etat. Il doit trouver les mots d'ordre et la forme d'action qui assurent la fonction des luttes contre l'aliénation et l'exploitation.

Il doit respecter l'autonomie du mouvement des femmes.

Il doit se donner les moyens organisationnels et matériels pour faire en sorte que les femmes puissent accéder à toutes les responsabilités politiques, faisant ainsi coïncider la réalité du parti, avec le modèle social souhaité, ce qui entraînera pour les militants hommes une remise en cause de leur comportement.

Telles sont les conditions nécessaires, pour surmonter la méfiance souvent justifiée des femmes qui ne voient dans les organisations que des groupes récupérateurs de leurs luttes pour des finalités qui leur paraissent étrangères.

Fanny et Gérard AKOUN, militants du MLAC ■

ASSISES NATIONALES DU MLAC

LE Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception a tenu des assises régionales à Paris, à Montpellier et au Mans. Il a fait un premier bilan des initiatives prises localement, des expériences d'avortement menées par certains de ses groupes, de son insertion dans les milieux populaires.

Au moment où le régime se durcit, où sa crise interne s'accroît et où il a reculé au maximum le débat parlementaire sur la loi de 1920, satisfaisant ainsi ses appuis les plus réactionnaires, une relance de nos initiatives politiques s'impose.

Le M.L.A.C. entend ouvrir un large débat à la fois avec les organisations qui ont aidé à sa constitution, avec les groupes qui ont mené des actions parallèles mais convergentes des siennes et avec tout autre groupe, militant politique ou syndical qui se reconnait dans la charte du M.L.A.C. C'est pourquoi le M.L.A.C. organise des assises nationales largement ouvertes à Grenoble, les 10 et 11 novembre 1973.

TEP
direction Guy Roland - dernière 18 nov.
théâtre national
LA PLACE ROYALE
CORNEILLE
• A partir du 23 novembre :
**ET MOI AUSSI,
JE PARLE DE LA ROSE.**
17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gombetta - tél. 636.79.09

l'an 1 de la Guinée-Bissau

« De la situation de colonie qui dispose d'un mouvement de libération et dont le peuple a déjà libéré, au cours de dix ans de lutte armée, la plus grande partie de son territoire national, nous allons passer à la situation d'un pays qui dispose de son Etat et qui a une partie de son territoire national occupée par des forces armées étrangères »...

C'EST en ces termes que dans son ultime message à son peuple, à l'aube de l'année 1973 et quelques jours avant d'être assassiné à Conakry, Amilcar Cabral, leader historique du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Iles du Cap-Vert (le PAIGC) présentait la création prochaine de l'Etat de Guinée-Bissau. C'est chose faite depuis le 24 septembre dernier.

Ce message enregistré a été écouté avec émotion lors des modestes cérémonies qui ont marqué l'événement, dans la région libérée du Obé, au Sud-Est du pays. L'Assemblée Nationale Populaire, forte de 120 députés élus l'an dernier, avait auparavant procédé à l'adoption de la nouvelle Constitution et à l'élection d'un Conseil d'Etat constitué de 15 membres, présidé par Luis Cabral, secrétaire général adjoint du PAIGC. Elle a également approuvé la désignation du premier exécutif, le Conseil des Commissaires d'Etat, dont Francisco Mendès sera le président. Aristides Maria Pereira reste secrétaire général du Parti.

Les premiers objectifs de la République sont évidemment « la libération totale du peuple de Guinée-Bissau et

du Cap-Vert et la construction de l'Union des deux territoires ».

Les forces de libération contrôlent actuellement plus de la moitié de la Guinée-Bissau, pays de 36.000 km² qui dénombre 600.000 habitants. Au Nord, le long de la frontière sénégalaise, dans la vallée du rio Cacheu et dans la région de l'Oio; au Sud, sur la côte et, en remontant vers l'Est, au long de la frontière de Guinée-Conakry, depuis 1961, elles implantent systématiquement, avec les moyens du bord, des écoles, des hôpitaux de campagne, des magasins populaires, ainsi qu'un réseau de renseignements très efficace. Elles sont équipées, aujourd'hui d'armes modernes, d'origine russe et tchécoslovaque. Cependant la présence du PAIGC dans les villes reste clandestine depuis le massacre des dockers de Pijiguiti en 1959.

Le gouvernement portugais consent un effort militaire considérable pour conserver sa « province d'outre-mer », maillon faible (avant le Mozambique et l'Angola) de son reste d'empire. Il entretient sur place un effectif de 35.000 soldats métropolitains et de 15.000 supplétifs africains qui évitent aujourd'hui de s'écarter des centres



Luis CABRAL
Un nouveau coup au colonialisme

urbains et des routes principales (mais l'aviation pilonne les territoires libérés).

Préparée de longue date, la proclamation du nouvel Etat s'inscrit dans une stratégie globale rendue publique par Amilcar Cabral lui-même, en début 1973 :

— Sur le plan intérieur, cet acte fondamental vise à doter les régions libérées d'institutions qui favorisent « une plus ample participation du peuple, à travers ses représentants, non seulement dans l'étude et la solution des problèmes du pays et de la lutte, mais aussi dans le contrôle effectif des activités du Parti qui le dirige » ;

— sur le plan international, il permet d'amorcer à son heure une offensive diplomatique d'envergure : reconnue bientôt par la plupart des Etats africains et socialistes, la question de l'entrée à l'ONU de la nouvelle République (déjà demandée par le Sénégal) ne va pas manquer de provoquer quelques remous. On prêche aux Pays-Bas et à la Norvège l'intention de prendre l'initiative de consultations sur ce thème au sein de la CEE et de l'OTAN. Par ailleurs, s'il serait vain d'attendre une reconnaissance en bonne et due forme de la part des grandes puissances occidentales, du moins l'Etat nouveau peut escompter que, bon gré mal gré, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne exerceront de nouvelles pressions sur le Portugal pour l'amener à négocier...

D'ailleurs, Aristides Pereira s'est encore déclaré récemment « prêt à négocier à une table avec n'importe

quel gouvernement portugais disposé à établir des relations d'égal à égal avec le PAIGC ».

Plus peut-être qu'une défaite militaire, les dirigeants du Parti et de la jeune République craignent un pourrissement de la situation sur le terrain, favorisant la mise en œuvre par Lisbonne d'un processus de diversion qui a fait ses preuves ailleurs : par exemple, une opération « autonomie interne » ou même « indépendance », s'appuyant sur des hommes d'un nationalisme tempéré, issus de l'administration et de la petite bourgeoisie africaine, tout acquis à la métropole et naturellement prêts à accepter une « tutelle » ou une « coopération » à la mode Foccart... La loi organique du 23 juin 1972 prévoyant l'octroi d'une certaine autonomie aux « provinces d'outre-mer » peut apparaître comme un premier pas sur cette voie.

Il faut se souvenir des conclusions de l'enquête menée à Conakry après l'assassinat d'Amilcar. Selon Sekou Touré, le gouvernement de Caetano avait promis aux meurtriers africains du leader une indépendance séparée du territoire de Guinée-Bissau moyennant trois conditions :

- l'anéantissement du PAIGC,
- l'exclusion des originaires du Cap-Vert du nouveau mouvement « nationaliste »,
- le maintien de la souveraineté portugaise sur l'archipel du Cap-Vert « qui constitue pour le Portugal et ses alliés une base stratégique d'une importance capitale ».

René LANARCHE ■

décoloniser la coopération

DEPUIS un an, plusieurs gouvernements africains secouent le joug de la coopération franco-africaine. Ils y sont souvent poussés par les masses populaires comme à Madagascar en mai 1972, au Dahomey en février 1973. Etudiants et scolaires prennent la parole pour condamner l'impérialisme culturel, prolétaires et chômeurs se révoltent contre le vieux capitalisme colonial qu'ils rendent responsable de leur misère. Pompidou, Deniau, sont contraints de lâcher du lest après pas mal d'atermoiements.

Foccart est vilipendé partout en Afrique. Mais apparemment dans les milieux de la coopération, rien n'a réellement changé. On y retrouve les mêmes personnes, les mêmes pratiques accentuées par la crispation ressentie après les échecs subis. Au contraire, il y a un appel à resserrer les rangs, à rejeter les coopérants qui dénoncent l'injustice du néo-colonialisme. Plusieurs affaires récentes témoignent de cette grande peur des traditionalistes de la coopération.

A Diégo-Suarez, deux coopérants Français du lycée malgache sont renvoyés par leurs chefs hiérarchiques de la coopération en juin 1973, sans motif officiel. Diégo-Suarez, c'était hier la ville des légionnaires, des marins français, la plus forte garnison de l'Afrique francophone. Des manifestations soi-disant pro-françaises s'y sont produites en janvier 1973. On a vite fait croire dans la presse bourgeoise parisienne qu'il s'agissait de milliers de personnes descendues dans la rue, alors qu'il n'y avait qu'une poignée de manifestants manipulés par des politi-

ciens réactionnaires à la solde de la France. Les quelques voix qui se sont élevées sur place pour rectifier les falsifications de l'information néo-coloniale ont été taxées de « gauchistes », comme l'ont été les coopérants qui, en mai 1972, se solidarisent du deuil malgache, à la suite des morts de manifestants anti-impérialistes de Tananarive.

Aux deux coopérants renvoyés aujourd'hui, il est reproché d'avoir été trop solidaires de leurs élèves, d'avoir pensé que des professeurs français pouvaient s'intéresser à la réforme de l'enseignement à Madagascar. Ils refusaient d'être neutres, d'avoir à cautionner une politique qui consiste à franciser les élèves malgaches les plus doués, à privilégier la construction d'un lycée français. C'en était trop pour les coopérants les plus réactionnaires de la ville qui — par le chef de la mission d'aide interposé — ont fait faire un exemple pour imposer aux autres la docilité vis-à-vis de leur politique qui n'ose dire son nom tellement elle est réactionnaire.

A Bangui, en RCA, l'histoire d'un jeune militaire, Yves Bonnassieux, animateur au centre culturel, est encore bien plus exemplaire. Confronté dès le début de son séjour à une politique culturelle qui tend à faire croire aux Centrafricains que la seule expansion possible pour eux est l'adhésion aux schémas occidentaux et restreint leur culture à un folklore dégradé, il tente une expérience inverse. Dès le début de son séjour, il noue des contacts avec des milieux centrafricains populaires, chômeurs, jeunes travailleurs, lycéens.

En liaison avec eux, il lance une expérience théâtrale qui fait référence à la réalité vécue par les masses populaires ; omniprésence du vieux capitalisme colonial, atmosphère policière dans le pays, autoritarisme des petits fonctionnaires. La troupe de théâtre joue dans la langue locale et rencontre un grand succès dans les quartiers populaires. Rapidement, les autorités locales de la coopération se déchainent contre lui. En hâte au centre culturel, le directeur, avec une troupe uniquement française pour un public français crée « Les Précieuses Ridicules » de Molière. On fait courir sur l'animateur les bruits les plus divers et les plus fantaisistes : homosexualité, complicité avec des guérilleros congolais.

Finalement, il est expulsé en France, condamné à faire 5 mois de service militaire supplémentaires en caserne semi-disciplinaire, sans qu'au secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères on lui fournisse jamais une explication sur la sanction.

En mai 1973, une centaine d'Africainistes dénonçaient dans une pétition la responsabilité écrasante de la politique néo-coloniale dans la famine qui sévit actuellement en Afrique occidentale. Immédiatement arrive la répression qui, comme à l'accoutumée, va s'attaquer de front aux signataires. Elle vise les agents aux statuts les plus précaires, très nombreux à la coopération : deux licenciements de vacataires, des interdictions de départ en nombre encore non précisés, des vacataires non payés.

De telles mesures répressives sont possibles le plus souvent à cause de

l'isolement des coopérants militants anti-impérialistes ; elles le sont aussi à cause de la complicité active des autorités africaines dans cette petite chasse aux sorcières permanente. En janvier 1973, six enseignants du collège de Daloa, en Côte d'Ivoire, sont invités à quitter la région dans les 24 heures parce qu'ils refusaient la fausse neutralité qui, dans leur enseignement, leur était imposée.

L'un d'entre eux, Pierre Permingeat, dans une lettre écrite au Préfet de la région, précisait sa position et celle de ses camarades : « Car détourner l'enseignement des réalités, se confiner au cadre étroit des programmes tels qu'ils sont conçus actuellement — hérités pour une grande part encore de l'époque coloniale — en un mot faire un enseignement apolitique comme vous nous l'avez recommandé, serait en fait poser véritablement un acte politique, car cela signifierait que nous préparons les élèves qui nous sont confiés à devenir la proie des personnes qui pourront les manier et les utiliser, d'autant mieux qu'elles auront devant elles des êtres sans formation politique. »

Isolés le plus souvent, des coopérants prennent la parole, faisant écho au combat des Africains contre les structures avilissantes du néo-colonialisme. La coopération, une administration sans doute non décolonisée, avec la complicité des bourgeoisies africaines qu'elle sert, leur impose le silence au nom de cette neutralité qui permet l'intervention permanente du néo-colonialisme en Afrique.

R. L. ■

"Jusqu'à la libération finale de la Palestine"

Beyrouth : le bruit des pétards a avantageusement remplacé les bangs supersoniques et les canonnades du sud. La fête du Ramadan a relégué très loin les rumeurs concernant une attaque éventuelle des Israéliens. Le cessez-le-feu est intervenu à temps pour calmer les esprits à la sortie du jeûne et les sucreries ont effacé l'inquiétude des derniers communiqués militaires. « La tradition est plus forte que la guerre » m'a dit hier un jeune élève-officier de l'armée libanaise.

MAIS, à trois pas d'ici, dans les camps de Sabra et de Chatila, on s'abstient de trop de démonstrations joyeuses. « Ici, nous ne faisons pas la fête. Ce n'est pas possible. Chacun d'entre nous a des membres de sa famille en Palestine ou sur le front », m'ont dit, hier, de jeunes étudiants palestiniens. Contrairement aux rues de Beyrouth, l'inquiétude n'a donc pas quitté le labyrinthe des camps de réfugiés.

« Nous continuerons la lutte jusqu'à la libération finale de la Palestine et jusqu'à l'établissement d'un Etat démocratique palestinien auquel nous convions tous les juifs d'Israël à participer », n'ont cessé de me répéter tous les Palestiniens que j'ai pu rencontrer, aussi bien dans les camps, dans les bureaux des organisations responsables qu'au hasard des rencontres.

L'ouverture des hostilités par les Egyptiens et les Syriens a soulevé beaucoup d'espoir. « Quand nous avons appris la guerre, nous avons été très heureux, même si nous savons que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous le savons par expérience depuis notre départ de la Palestine. »

« la volonté de dieu »

Un vieux Palestinien de 80 ans nous a raconté comment, en 1948, ils avaient accepté de quitter leurs villages ; les chefs d'Etat arabes leur avait en effet promis d'intervenir rapidement. Le roi de Jordanie, Abdallah, s'en était porté garant. Tous pensaient rentrer chez eux rapidement. « Quand nous lui avons rappelé sa promesse, il nous a dit qu'il y avait cent millions d'Arabes, que nous n'étions que deux millions. On nous a sacrifiés. Alors, à la sortie de la mosquée, quelqu'un lui a demandé s'il était bien Abdallah et l'a tué d'un coup de revolver. Depuis, nous sommes toujours ici, notre retour en Palestine dépend de la volonté de Dieu, mais si les Américains n'étaient pas là, ces « cochons » d'Israéliens seraient balayés par les Arabes. »

« Depuis 1969, a-t-il ajouté, avec les fedayins, nous ne sommes plus traités comme des chiens par les Libanais. » Cet homme âgé avait connu les occupations turques, puis anglaises, mais, pour lui, celle des juifs était la pire. Sans compter les massacres dont tout le monde se souvient, ce sont effectivement les seuls qui les avaient obligés à fuir, à quitter leurs villages de la Galilée, du Jourdain, etc.

Harcelés de demandes de déclarations par les journalistes, les dirigeants palestiniens n'ont cessé de répéter ces derniers jours leur volonté de continuer la lutte. Si les pays arabes acceptent le cessez-le-feu, cela ne nous regarde pas, ils font ce qu'ils

veulent. Nous, nous ne sommes pas entrés en guerre le 6 octobre, nous n'avons jamais arrêté de l'être depuis 1965. Il n'y a aucune raison pour que nous nous arrêtons maintenant.

Pourtant, la guerre, en accaparant les forces israéliennes dans le Sinaï et sur le Golan, a permis d'intensifier les opérations en Palestine et a ranimé l'espoir des populations dans les territoires occupés en 1948 et en 1967.

Les forces palestiniennes ont participé, aux côtés des armées arabes, aux opérations militaires classiques. Elles ont tenu une partie du Mont Hermon avec leurs commandos et organisé partout sur les arrières-gardes de l'ennemi une guérilla incessante.

Dans le Sinaï, une division de 30.000 hommes ; sur le Mont Hermon, deux brigades du Fath et une brigade de l'A.L.P., soit à peu près 15.000 hommes ont pris part à la bataille sous commandement arabe.

Sur les pentes du Mont Hermon, près de la frontière syrienne, sept à huit mille fedayins se sont « fait généreusement octroyer » une demi-douzaine de villages par le gouvernement libanais, c'est ce qu'on appelle le Fathaland. Complétant le travail des réguliers palestiniens de l'armée syrienne, les commandos ont défendu le versant ouest du massif contre l'infanterie israélienne qui tient le nord du djébel. De ces positions, la guérilla peut lancer chaque nuit des raids en Haute-Galilée ou dans la plaine du Jourdain.

L'ennemi rage de ses mauvais souvenirs répétés (véhicules et convois attaqués, dépôts de munitions, radars, bâtiments militaires détruits par d'efficaces « katioucha », réservoirs de pétrole en flammes, etc.). Pourtant, les feddayins du Mont Hermon s'achar-

nent essentiellement à remplir leur nouveau rôle militaire : être l'armée de la Palestine contre Israël. Et seuls. L'armée « défensive » du général Chonchol qui laisse ciel et terre à l'ennemi devient menaçante dès qu'il s'agit de faciliter la tâche des Palestiniens.

Samir Frangié écrit dans le supplément de « l'Orient le Jour » (30-10-1973) : « ... Si aujourd'hui le rôle de la résistance palestinienne est moins spectaculaire que celui des armées arabes, il n'en demeure pas moins important, surtout dans les territoires occupés où règne un véritable climat de révolte depuis que les habitants de Gaza ont proclamé la désobéissance civile. »

quel sort ?

Le bulletin de la Wafa du 19-10-1973, citant une correspondance particulière, annonçait la mobilisation de la jeunesse en Cisjordanie : activités militaires, intense activité de propagande et de mobilisation contre l'ennemi, refus de travailler dans les entreprises sionistes et de répondre aux réquisitions. « La situation actuelle et le développement des luttes créent chez les jeunes Palestiniens des dispositions qui, de jour en jour, s'affirment et sont exploitées par les intéressés eux-mêmes. »

Citant, dans les jours qui ont suivi le déclenchement des hostilités, des attaques de kibboutzins : Fechkoul, Metallé, Guechen Ahziv, etc., des opérations contre des objectifs militaires et stratégiques : dépôts de carburants dans la région d'El Arish, aéroports de Beiz Sabaa et Beiz Habde, camps de parachutistes de Konidre, usine de papier de Kheidira, station de radar de Kfar Malek, usine de pneus de Berdis Hanne, oléoduc d'Eliat-Ashkelon, usine « Layatt » d'armes légères à Tel Aviv, Samir Frangié écrit encore : « Ces opérations aident à maintenir les Arabes d'Israël et des territoires occupés en état de mobilisation... »

Au Liban, si toutes ces activités paraissent normales en temps de guerre, on réserve par contre son opinion en temps de paix.

A Majayoun, bourgade libanaise qui fait face au Mont Hermon, on est content. Les Feddayins hais sont occupés ailleurs. Et les quelques dizaines de missions qu'on leur a laissées dans les petits villages de l'autre côté de la vallée attirent la fatalité des obus israéliens.

A Beyrouth, les fêtes du Ramadan ont de nouveau rempli les cafés à la mode de la rue Hamra d'une foule de promeneurs oisifs. « On serait les rois au Liban si les Feddayins n'étaient pas dans le sud », m'a dit, hier, un médecin.

Lorsqu'il y a quelques jours les Israéliens ont montré des dents contre le Liban à cause des actions de commandos palestiniens à travers les frontières, les responsables libanais, complètement affolés, ont réveillé en pleine nuit les ambassadeurs des grandes puissances accrédités à Beyrouth.

Oubliée pendant la guerre, la peur des Palestiniens semble renaître.

Mais, dans les camps, à Sabra, à Chatila, etc., on est plus résolu que jamais. Le combat ne s'arrêtera pas là. « Quelle que soit l'issue des combats, écrivait Samir Frangié, les Palestiniens ont déjà gagné... Ils ont gagné parce qu'ils ont démontré qu'un peuple décidé à compter sur ses propres forces pouvait tout. »

Les Palestiniens souhaitent l'aide de tous les pays arabes dont la solidarité présente a soulevé beaucoup d'espoirs. Mais ils ne comptent pas trop dessus : « Les gouvernements arabes ont toujours proclamé leur attachement à la cause palestinienne, mais c'est plus pour servir leur popularité. En réalité, ils n'ont jamais rien fait », nous a dit un des jeunes étudiants du camp de Chatila.

Quel serait, en effet, leur sort dans des conversations arabo-israéliennes ? Leur acharnement résolu ne risque-t-il pas de faire peur à ceux-là même qui prétendent lutter pour eux dès que l'enthousiasme des combats sera passé ? La réponse d'Abdallah, en 1948, ne sera-t-elle pas remise à l'ordre du jour ? « Le problème palestinien est une cause de troubles pour les pays arabes, alors qu'Israël est un ciment d'unité », m'a dit un journaliste libanais. Reste à savoir comment ces derniers le résoudre et quel sens ils donneront à leurs exigences actuelles concernant le droit des Palestiniens.

Beyrouth, dimanche 28 octobre 1973.



la mort et l'espoir

Week-end de Toussaint triste, sur le plan international : jour de mort au Maroc, jour de mort au Chili, jour de mort en Uruguay. Week-end d'espoir aussi : la liberté s'est levée en Grèce.

● **Au Maroc**, les accusés de Kénitra sont exécutés pour le 8^e anniversaire de l'assassinat de Mehdi ben Barka. Le pouvoir marocain qui avait cru pouvoir tirer parti de son pseudo-engagement dans la guerre au Proche-Orient sur le plan intérieur, avoue franchement son caractère réactionnaire : chez lui, pas d'opposition, ni trace, ni possibilité de démocratie. Pour le militant de l'UNFP, deux solutions seulement : il lui faut disparaître ou se taire.

Ce régime marocain qui joue chaque jour davantage le jeu des sorcières de Macbeth a manqué, au Proche-Orient, une opération de redressement de son image de marque intérieure. Hassan II n'est pas un militant

de la cause arabe : c'est un tueur de Marocains. C'est l'assassin du peuple marocain. Les camarades de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains) le diront dans le meeting qu'ils organisent ce mercredi 7 novembre à la **Maison du Maroc**, 7, boulevard Jourdan, Paris 14^e (20 h 30). Y aller, ce n'est pas seulement porter témoignage, mais affirmer notre solidarité à la lutte du peuple marocain.

● **En Uruguay**, les mêmes structures sociales et le poids de l'impérialisme américain y produisent les mêmes effets : une dizaine de militants politiques uruguayens liés aux Tupamaros sont menacés de mort et subissent dans les prisons de Montevideo un régime « de droit commun » dont nous savons qu'il est fait de tortures, de coups et d'humiliation. Le **Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay** organise une grande campagne de pétitions pour amener le gouvernement uruguayen à cesser de menacer la vie des militants emprisonnés et à lui imposer le régime politique pour les militants visés. Les militants du PSU peuvent faire parvenir leurs signatures au Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay, Alain Labrousse, 8, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris.

● **Au Chili**, le massacre continue. Les témoignages se multiplient, les langues se délient. Le tableau confirme, hélas ! les informations les plus pessimistes

dont nous avons fait état dès la prise du pouvoir par la junte. C'est une vraie leçon de choses que donnent le fascisme et le capitalisme international au Chili : écrasement des militants de gauche, retrouvailles avec les USA, leurs crédits d'aide et leurs grandes entreprises multinationales, blocage des salaires, montée vertigineuse des prix et des bénéfices, licenciement de tous les travailleurs sympathisants de l'Unité populaire : l'économie chilienne se reconstruit, c'est un vrai petit miracle ! Les travailleurs chiliens meurent et vivent l'insécurité, c'est un vrai drame.

Un espoir : le maintien d'une solidarité internationale efficace, comme le prouvent la multiplication de manifestations de masse (Angleterre, Scandinavie, Allemagne) et l'efficacité du blocus du trafic d'armes à destination de la junte dans toute l'Europe.

Par ailleurs, l'organisation de la résistance se poursuit avec, semble-t-il,

quelques difficultés dans l'unification politique de la lutte.

Un rappel, aussi, pour les militants du PSU : la **journée de travail sur le Chili**, le 17 novembre, à 9 h 30, 9, rue Borromée.

● Mais l'espoir la plus forte est née le dimanche en Grèce pour l'anniversaire de la mort de G. Papan-dréou. Manifestation spontanée, massive, militante, affrontements avec une police brutale comme à son habitude. Plusieurs milliers d'Athéniens dans la rue, criant leur liberté, affichant leur courage face à un fascisme qui ne plaisante pas, lui non plus. Le référendum bidon de Papadopoulos n'a pas non plus porté ses fruits : l'anesthésie d'un peuple en Grèce a sans doute échoué. Cela promet des réveils brutaux à cette autre junte, à moins qu'elle ne décide, elle aussi, du massacre et de la solution finale.

Daniel LENEGRE. ■

CHILI

VOIE ELECTORALE ET/OU LUTTE ARMEE

L'exemplaire : 5,00 F.

Par 5 exemplaires, l'unité : 4 F.

Adresser les commandes à :

EDITIONS SYROS

9, rue Borromée, 75015 PARIS

C.C.P. 19.706.28 PARIS

un volume 135 x 210, 300 pages environ

20 F

Philippe BRACHET

L'ÉTAT PATRON : THÉORIES et RÉALITÉS

(le rôle des entreprises publiques, en France, depuis la libération)

préface du Pr. Hubert BROCHIER

EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75075 Paris - C. C. P. 19 706 28 Paris

notes de lecture

lire Gramsci

Le mouvement ouvrier français est en matière de recherche marxiste d'une pauvreté rare. Guesde nous a légué un marxisme sectaire et mécaniste. Jaurès n'a guère été un théoricien, et son humanisme n'entretient que des rapports fort lâches avec le matérialisme historique. Blum s'est surtout attaché à justifier l'opportunisme par sa distinction entre « conquête » et « exercice » du pouvoir. Thorez n'a fait qu'épouser avec un certain génie tactique les méandres de la pensée stalinienne.

Bref, il faut que nous soyons tombés fort bas pour n'avoir guère eu à nous mettre sous la dent au cours de ces dernières années que le conflit Garaudy-Althusser.

Le premier fit davantage un travail de journaliste et de vulgarisateur. Le second seul permit de réouvrir une réflexion théorique, mais au prix d'une telle coupure entre théorie et pratique qu'il retrouve en fait le statut spécifique du « philosophe » qu'il a tant contribué à dénoncer : un homme coupé de tout combat politique et dont les théories peuvent servir à cautionner toutes les pratiques, du moisisme au Parti Communiste.

Cette pauvreté française s'accroît encore d'une rareté dramati-

que dans l'accès aux œuvres de marxistes étrangers. Dès lors toute traduction révélant une problématique un peu neuve est à l'origine de « modes » dans l'intelligentsia marxiste française.

L'apport de Gramsci

L'extrême-gauche depuis 1968 a ainsi oscillé de façon non critique entre les problématiques les plus diverses, du « Journal » de Guevara aux « thèses » du Manifesto.

Il faut espérer que l'ouverture du débat sur Gramsci en France, à la suite de la publication du livre de Dominique Grisoni et Robert Maggiori « Lire Gramsci », ne connaîtra pas les mêmes vicissitudes. L'apport de Gramsci nous est en effet bien trop indispensable pour qu'il se perde dans les sables ou... dans les modes.

Nous ne disposons guère jusqu'ici en France que du livre de J.-M. Piotte « la pensée de Gramsci ». Celui-ci n'avait alors fait que traduire et mettre en forme quelques textes essentiels. Nous avons déjà senti à l'époque l'extraordinaire actualité de cette pensée. Mais nous ne disposons pas d'une

approche suffisamment cohérente et riche de la pensée gramscienne. « Lire Gramsci » préfacé par François Châtelet et M.A. Macchioci a l'énorme mérite de débiter réellement une recherche longtemps masquée par le « monopole » dont disposait le Parti Communiste italien, voire français sur la vie et l'œuvre du fondateur de « l'Ordine Nuovo ».

Ce livre constitue donc un point de départ — Non seulement parce que le travail de traduction et d'interprétation reste énorme. Mais aussi et surtout parce que les auteurs, fidèles en cela à Gramsci, se refusent à tenir un discours clos et schématique.

Cette volonté apparaît clairement dans la méthode d'exposition qu'ils ont choisie. La deuxième partie de « Lire Gramsci » est entièrement consacrée à un « glossaire » des principaux termes de la pensée gramscienne, permettant d'explicitier des concepts fondamentaux et le plus souvent déformés comme « bloc historique », « intellectuel collectif », « hégémonie », etc. Quant à la première partie elle se refuse à introduire dans la pensée de l'auteur des « lettres de prison » les « coupures » chères à Althusser. Autour de trois thèmes, Dire, En-

tendre, Traduire, c'est le mouvement d'une pensée profondément dialectique qui nous est rendu.

stimulant

La très grande qualité de ce livre me semble être son caractère stimulant. Sur le plan théorique bien sûr mais aussi sur le plan de la pratique du combat politique. Nous trouvons chez Gramsci des concepts-clés pour comprendre et agir sur la situation des systèmes capitalistes occidentaux. En particulier nous sortons enfin de la juxtaposition des combats économique, politique et idéologique pour comprendre la nécessité de leur articulation. Il se trouve que ce problème central chez Gramsci se trouve être aussi celui du mouvement ouvrier s'il veut mettre en œuvre une stratégie efficace de prise du pouvoir. C'est dire que ce livre sera utile pour tous les militants socialistes et dépasse largement la sphère d'intérêt de quelques spécialistes.

Gérard FERAN ■

« Lire Gramsci » : Dominique Grisoni, Robert Maggiori.

Editions Universitaires. En vente à « TS », 30 F.

LIP

30^e

semaine



VOILA donc 30 semaines qu'ils tiennent... Plus de 200 journées de conflit ! Et chaque matin, une assemblée générale, où chacun peut librement s'exprimer. Et chaque semaine des meetings en France et en Europe, des manifestations, des prises de parole. Et un travail qui ne s'arrête pas de popularisation, d'explications, d'information sous toutes ses formes : écrites, parlées, filmées... Quelle affaire ! Quel exemple ! Quel espoir. Et déjà quelle victoire, quoi qu'il adienne. Les Lip ont décidé, il y a 30 semaines, de vivre debout, ensemble. Et de prendre la parole. Et de la garder. Et leur parole d'hommes et de femmes libres et fraternels continue de se faire entendre, malgré tous les efforts pour l'étouffer, la tuer.

« Lip est mort », dit le Pouvoir. « Lip s'est suicidé », renchérit la presse. « Les rêveurs ont été em-

portés par leur rêve », disent ceux qui ne sont ni du côté du Pouvoir, ni du côté de la presse, mais qui ont perdu le contact avec leur cœur et oublié quelque part leur imagination...

Pour le moment, que l'on sache, les Lip sont toujours bien vivants, bien solides. Et ils sont nombreux ceux qui, quoi qu'on dise, en France et hors de France, continuent de vivre à l'heure Lip — et ne sont pas prêts d'en démordre.

Sinon, comment expliquer le succès des « 6 Heures » qui se déroulent un peu partout en France ? Comment expliquer que nous continuons à recevoir, par centaines, les signatures à notre « manifeste des receleurs » qui a été lancé il y a plus d'un mois maintenant ? Comment expliquer — prophètes de malheur — l'initiative que vient d'envisager le syndicat italien de la métallurgie, la FLM, qui se pro-

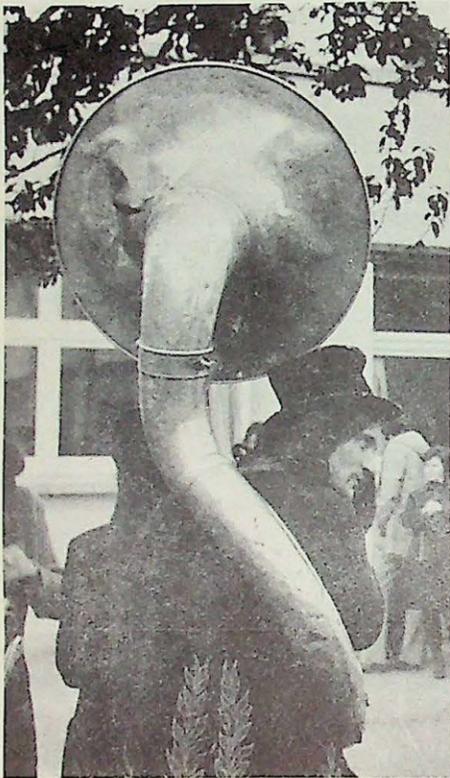
pose de prendre en charge le salaire des Lip, à raison d'un Lip pour 1.000 métallos italiens ? Italiens, les métallos. Italiens. Ça se chante comment déjà, l'Internationale ?

Les Lip vivent. Ils travaillent et n'ont pas le temps d'écouter les cassandres. Ils préparent d'arrache-pied l'organisation du grand « colloque sur l'emploi », qui se tiendra à Besançon début décembre. Ils continuent d'exiger qu'une solution industrielle soit trouvée — et d'affirmer tranquillement qu'elle est possible.

Difficile, certes. Le blocage politique du Gouvernement et du Patronat est costaud. A la mesure de leur trouille...

Car ils savent bien, eux, les patrons et leurs représentants, tout ce que la classe ouvrière a déjà gagné dans l'affaire !

B. L. ■



un week-end à Cerizay

Accord à Cerizay : après trois mois et demi de grève, les petites « PIL » vont reprendre le travail aux Etablissements Cousseau. Aux termes de l'accord, Thérèse Albert, la déléguée syndicale licenciée, sera réintégrée, dans un premier temps à l'usine de Saint-Mesmin, son retour à l'usine de Cerizay devant intervenir au plus tard le 1er octobre 1974. Elle continuera d'exercer son mandat dès la reprise du travail, le 8 novembre. Accord qui reste toutefois fragile : le 9 novembre, le tribunal de Bressuire va devoir examiner la demande de résiliation du contrat de travail de Thérèse que Cousseau, malgré l'accord, a refusé de retirer. Un jugement qui est attendu avec curiosité...



LES 27 et 28 octobre, la CFDT des Deux-Sèvres organisait, pour les « piquantes demoiselles de Cerizay » un week-end non stop d'action, d'explication et de popularisation.

Films et débats étaient suivis avec intérêt, la salle de cinéma, habituellement peu fréquentée, était à chaque fois remplie. Que ce soit le film du Crepac sur la justice — de réalisation très réformiste, les réactions de la salle le faisaient sentir — ou celui réalisé par la commission « popularisation Lip », mieux senti car on se reconnaissait à travers les Piaget, Burgy, et les Lip ; ou encore le film sur les paysans qui suscitait lui aussi beaucoup de commentaires.

Comme on sait, les paysans-travailleurs ont pris une part très active dans le conflit.

Et puis, il y avait un film sur la lutte de Cerizay, réalisé en magnétoscope par une équipe de jeunes cinéastes. A chaque projection sur le petit écran,

on se pressait. On se reconnaissait, Thérèse, Colette, Roger, le paysan-travailleur... On approuvait, commentait, on riait... (1).

Dans toutes les discussions, certaines filles ont pris la parole — chose qu'elles n'avaient sans doute jamais fait avant. En province, une nouvelle manière de vivre et d'agir commence à se faire jour. Sur ce point, la lutte des Lip est fondamentale. Il n'y a pas de fumée sans feu ! La province commence à bouger et on ne pourra plus dire « les péquenots, ces cagouillards, y sont pas intéressants »... Il n'y a pas que Paris qui compte !

La prise de conscience est longue à se développer en province (surtout dans une région où les choses se déclenchent lentement), et chez ces petites provinciales qui n'ont, pour se distraire et « s'éduquer » que « les radios bavardes » selon la belle formule de Jacques Bertin.

Comme le soulignait André

Pineau, dans sa lettre publiée ici-même la semaine dernière, « le PSU a un rôle important à jouer » pour aider au développement de cette prise de conscience née dans les luttes.

Week-end de discussions, de réflexion donc. Mais pas seulement. La fête fait aussi partie de la révolution à faire ! On avait invité une fanfare, venue tout exprès de Paris. Très beaux-arts et joyeuse la fanfare ! Elle a mené le week-end tambour battant avec ses sept garçons et filles, sa grosse caisse, son hélicon signalisé « Pil », ses pistons. « Elle n'est pas municipale » soulignait au micro, avec un air frondeur et satisfait, André Pineau ! C'est elle qui menait le bal et accompagnait les chansons des petites Pil. Une soirée comme ça, vaindiou, on s'en rappellera !

au cœur...

Il y avait aussi de la chanson et de la poésie, avec Bri-

gitte Sauvane : belle fille, de l'abattage, elle chante Brel, Lama, Catherine Le Forestier, avec fougue ! Et puis, Jacques Bertin. Comment ça allait passer la poésie de Bertin ? On se mettait à l'écoute du public. Comment étaient ressentis ces mots qui criaient l'injustice, la guerre, le Chili, qui murmuraient le bonheur difficile à gagner, ces chansons belles comme un fleuve capricieux ? Les visages étaient attentifs et j'ai vu des yeux pleurer pour le Chili ensanglanté. Cette poésie, elle ne peut se décrire, on la garde au cœur comme un secret précieux...

Le lendemain, on s'est retrouvé près de 5.000 au meeting. « Lip et Cerizay : un combat pour la justice, la vérité... Nous nous sommes donné les moyens de vivre ». Ce que déclarait notre camarade Roland Vittot résume les autres interventions.

Après la dernière prise de parole, c'est le défilé dans les

rues de Cerizay, les 95 petites Pil en tête, suivies de la fanfare. On avait jamais vu ça ici !

« Camarades, l'histoire ouvrière sera marquée par ces deux conflits exceptionnels, précurseurs de bien d'autres » disait encore Roland Vittot.

Lip, une lutte nationale, Cerizay, une lutte régionale...

« Après la reprise du travail, des revendications essentielles vont demeurer à la C.S.V. : l'amélioration des salaires, le 13e mois, les conditions de travail » proclame la déclaration de la CFDT après la signature du protocole d'accord.

« Un accord est conclu, mais l'action se poursuit... » dit aussi la déclaration. De même la solidarité. A ne pas perdre de vue...

Françoise CLAIRE ■

(1) Pour obtenir le film, contacter Annie Caro, 3, rue Montcalm, Paris 18^e.

300

abonnements nouveaux
depuis le début de la campagne !
on continue !

un nom :
une adresse :

et un chèque de 40 F
(pour un an, c'est donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65